

CADRES

C.F.T.C.

NUMÉRO 149
MARS 1961

et PROFESSION

Organe de la Fédération des Ingénieurs et Cadres de l'Industrie et du Commerce

PLANIFIER L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

LES difficultés de l'industrie automobile posent des problèmes qui doivent être traités avec sérieux et au grand jour. La réception des mesures de licenciement et de réduction d'horaires annoncées dans tous les pays grands constructeurs, voire même la menace de faillite d'une grande usine allemande, cela montre que c'est la politique des chefs d'entreprises qui est en cause.

En effet, le malaise est circonscrit à l'automobile, alors que la situation économique d'ensemble des pays intéressés est satisfaisante. Les technocrates, fiers à bon droit de leurs réussites techniques, se sont livrés à une concurrence insensée et l'accroissement de leurs capacités de production va à un rythme qui dépasse beaucoup trop largement l'amélioration du pouvoir d'achat.

L'accroissement de la capacité productive des usines est passé en dix années de quelques quatre cents véhicules-jour à plus de deux mille actuellement, sachant que chaque constructeur voudrait arriver à plus de quatre mille voitures par vingt-quatre heures !

C'est cette mégalomanie la cause essentielle de la crise économique et non pas telle ou telle cause alléguée par les constructeurs : encombrement, prix de l'essence, etc. Le fait essentiel est que le pouvoir d'achat n'a pas grandi assez vite pour absorber le surcroît de véhicules. Le technicien, même grand technicien, ne peut être laissé seul juge de toutes ses décisions. Il n'y a pas que la soif de puissance qui compte, mais aussi les possibilités économiques et sociales d'une nation et les garanties de stabilité dont les travailleurs ont besoin.

Le marché, et donc la production, doivent être organisés en fonction des besoins probables de la clientèle.

Nous savons que les constructeurs français s'en préoccupent, c'est un peu tard. Nous leur déniions le droit de s'en occuper seuls. Les travailleurs sont directement touchés par leurs erreurs, il est donc indispensable qu'un comité mixte de l'automobile soit créé : nous l'avons déjà demandé et nous insistons pour que cela aille vite.

D'autre part, dans l'état actuel des marchés européens et mondiaux, on ne peut organiser une production dans le cadre d'un seul Etat. A tout le moins il est nécessaire que les institutions européennes mettent la question à l'ordre du jour.

En fait, quand une industrie atteint une certaine taille et que la technique oblige les entreprises à se concerter, il est aussi fatal que nécessaire de faire entrer cette industrie dans un cadre de planification. Tel est le cas de l'automobile, et c'est très exactement le sens de nos propositions pour aborder l'étude de son problème et prendre les décisions nécessaires.

par Georges
LEVARD

Secrétaire Général
de la C.F.T.C.

CONSULTATIONS...

DE nombreux textes constitutionnels, législatifs ou réglementaires imposent, dans certains cas, une consultation d'organismes juridictionnels ou de Groupements représentatifs intéressés. L'avis des Organisations syndicales est effectivement sollicité en de nombreuses occasions mais il est moins fréquent d'en trouver trace dans les décisions prises.

Les Syndicats consultés récemment ont été unanimes à demander le maintien des limites, antérieurement fixées par le législateur, aux pouvoirs du Gouvernement en matière de détermination du plafond de la Sécurité Sociale ; mais il n'en a été tenu aucun compte.

Un tel échec doit-il être interprété com-

me preuve de l'incapacité des Organisations à faire prévaloir leur point de vue ? Faudrait-il alors envisager le recours à des moyens de pression, non prévus dans les textes, pour manifester l'opposition formelle des Ingénieurs et Cadres au décret du 16 février 1961 qui met le sort de leur régime de retraites entre les seules mains du Gouvernement ?

En fait, même pour un Organisme doté d'attributions juridictionnelles comme le Conseil d'Etat qui peut annuler ou casser les décisions envisagées, les exemples ne manquent pas où l'on ait passé outre à un avis négatif. Est-il alors exact de parler de consultation, ne conviendrait-il pas mieux de parler de fait du Prince ?

L'UNE des formations politiques qui soutient inconditionnellement toutes les initiatives du Président de la V^e République et de son Gouvernement, vient de nous faire savoir par la presse qu'elle veut faire de l'année 1961 une « année sociale ».

Ladite formation s'est enfin rendu compte que, depuis deux ans, les mesures de redressement économique avaient eu pour résultats majeurs d'accroître la propriété et les revenus des classes possédantes alors que les salariés avaient été singulièrement étrillés. Il s'agit en conséquence de rétablir la justice en leur faveur, d'où l'intention de presser le Gouvernement de prendre cette année un certain nombre de mesures sociales.

La première de ces mesures est prise, elle engage un processus de destruction à terme de notre Régime de Prévoyance et de retraite, régime qui a en charge actuellement plus de 100.000 retraités et 60.000 veuves et orphelins, et qui a enregistré et comptabilisé les droits acquis des 500.000 Cadres et agents de maîtrise qui cotisent depuis 14 ans.

Nous ne doutons pas de la sincérité quelque peu angélique de la formation en cause. Peut-être pourrait-elle commencer par inviter son Gouvernement à ne pas inaugurer cette année sociale en amorçant la destruction d'une des plus importantes réalisations sociales du Syndicalisme des Cadres.

Notre ami LIENARD qui nous représente à la Commission paritaire de retraite et au Conseil d'Administration de l'A. G. I. R. C., commente pour vous les informations que nous avons recueillies à ce sujet. Peut-être devons-nous avoir recours aux moyens les plus énergiques pour faire échouer la tentative de sabotage actuellement en cours de préparation.

A. BAPAUME,

Secrétaire Général de la F.F.S.I.C.

par François LAGANDRÉ

Président de la F.F.S.I.C.

PRÉLUDE A L'ANNÉE SOCIALE

DANS mon dernier article, en rendant compte de notre entretien avec M. NETTER, j'indiquais que ce dernier avait consulté les organisations signataires de la C. C. N. du 14 mars 1947, sur la base des textes « non encore parus ». Ces textes sont maintenant promulgués. On ne peut pas reprocher à la V^e République de ne pas être expéditive !

Voici donc le texte de l'article 1^{er} du décret N° 61-168 du 16 février 1961, paru au « J. O. » du 18 février : « Le troisième alinéa de l'article L. 119 du Code de la Sécurité Sociale est abrogé et remplacé par les dispositions réglementaires suivantes :

« Le plafond des rémunérations entrant en compte pour la détermination de l'assiette des cotisations, en application de l'article L. 119 du Code de la Sécurité Sociale, peut être modifié par décret pris après avis des organisations signataires de la Convention collective nationale du 14 mars 1947. Ledit décret prend effet à compter du premier jour du trimestre civil suivant la date de sa publication. »

Sans plus tarder, et par application de ce nouveau décret, un second décret portant le N° 61-169, paru au même « J. O. », portait, à compter du 1^{er} avril 1961, le plafond de la Sécurité Sociale de 7.200 N. F. à 8.400 N. F. par an.

Avant même que ces deux décrets soient signés, une délégation de notre Fédération (LAGANDRÉ, GROS et LIENARD) était reçue à l'Hôtel Matignon. Le Cabinet du Premier Ministre tenait à nous « avertir » en tant que signataires de la Convention collective nationale du 14 mars 1947 et à nous faire connaître l'usage qu'il comptait faire du premier décret précité.

L'augmentation du plafond de la Sécurité Sociale doit permettre de trouver les ressources nécessaires à l'équilibre du budget de la Sécurité Sociale. D'après les études ministérielles, celui-ci devait être en déficit de 100 milliards d'anciens francs en 1961 et, pour combler cette insuffisance, deux solutions ont été retenues :

- Une augmentation de 1 % de la cotisation patronale ;
- L'élévation du plafond de 7.200 à 8.400 N. F.

Ces deux mesures doivent apporter chacune environ 50 milliards d'anciens francs dans les Caisses de la Sécurité Sociale.

Toujours selon les prévisions gouvernementales, le déficit doit s'aggraver au cours des prochaines années, pour atteindre en 1965 environ 400 milliards d'anciens francs.

Pour faire face à ces charges accrues, le Gouvernement envisage trois mesures :

- La participation du budget de l'Etat par une fiscalisation partielle de l'Institution ;
- Une nouvelle augmentation du taux de cotisation ;
- Un nouveau relèvement du plafond.

Bien qu'aucune décision en la matière ne soit définitivement arrêtée, les milieux ministériels estiment difficile d'aggraver encore les charges fiscales, déjà fort élevées, et auraient tendance à préférer les deux dernières solutions. Le relèvement du plafond leur paraît d'ailleurs la formule à utiliser en premier lieu, car elle découle du principe d'une large solidarité nationale.

Il n'a pas échappé qu'un important relèvement du plafond de la Sécurité Sociale doit mettre en difficulté le régime de retraite des cadres, dont les cotisations sont basées sur la tranche de traitement des intéressés, supérieure audit plafond. C'est pourquoi le Gouvernement a eu la probité d'avertir les organisations signataires de la C. C. N. des perspectives d'avenir afin de rechercher une solution susceptible de sauvegarder l'existence de leur régime de retraites.

Telles sont, en raccourci, les révélations du pouvoir. Il nous est peut-être encore permis de porter un jugement sur les intentions gouvernementales et d'en faire la critique.

Nous ayant « avertis » des difficultés qui pourraient être, pour notre régime de retraites, entraînées par leurs futures décisions, les responsables de nos destinées nationales estiment avoir fait honnêtement tout leur devoir. A mon sens, il s'agit d'une honnêteté à la manière de Ponce Pilate.

Ceci dit, que devons-nous penser, d'une part, des pré-

Suite page 2

PRÉLUDE A L'ANNÉE SOCIALE

Suite de la
première page

visions ministérielles relatives à la situation de la Sécurité Sociale au cours des prochaines années et, d'autre part, des solutions envisagées ?

En ce qui concerne le déficit probable de l'exercice 1961, l'évaluation à 100 milliards d'anciens francs apparaît comme un maximum. En effet, d'après le bilan financier provisoire de la Sécurité Sociale pour le premier semestre 1960 — dernier document actuellement publié — le déficit de ce semestre est évalué à 19 milliards, ce qui permet de penser qu'il s'élèvera à environ 40 milliards d'anciens francs pour l'ensemble de l'exercice. Si le déficit de 1961 doit atteindre 100 milliards, il faut admettre que la charge entraînée par le remboursement à 80 % des frais médicaux s'élèverait à environ 60 milliards d'anciens francs. Cette situation nous paraît pessimiste.

Quoi qu'il en soit, et même en reconnaissant comme exact le chiffre de 100 milliards pour 1961, il est difficile d'admettre que le déficit atteigne 400 milliards en 1965.

Quel poste des dépenses doit donc, au cours des cinq prochaines années, enregistrer une telle augmentation ? Il ne semble pas que ce puisse être le chapitre « maladie » qui représente déjà plus de 50 % des charges et doit être près de son maximum.

Est-ce le poste « vieillesse » ? Nous ne croyons pas que l'accroissement du nombre des retraités au cours des cinq prochaines années soit d'une telle importance ! Comment alors justifier cette majoration soudaine des dépenses de la Sécurité Sociale ?

Nous ne voulons pas un seul instant penser que les calculs de l'équipe ministérielle soient inexacts, mais nous nous demandons si ce déficit de 400 milliards prévu pour 1965 ne représente pas le déficit d'ensemble du budget social de la nation et non celui du régime général de la Sécurité Sociale. En d'autres termes, ce déficit correspondrait au total des déficits du régime général, des régimes spéciaux (mines, fonctionnaires, etc., etc.), du régime vieillesse des non-salariés et, surtout, des régimes agricoles, y compris le risque maladie.

Nous croyons pouvoir affirmer que notre interprétation est exacte. En effet, l'article 1^{er} du décret N° 60-452 du 12 mai 1960 stipule que « l'organisation de la Sécurité Sociale comprend : le régime général, le régime agricole, le régime d'assurance vieillesse des travailleurs non salariés, les régimes applicables dans les départements algériens et dans les départements des oasis et de la Saoura ».

Ce texte ne laisse subsister aucun doute et, dans ces conditions, la solution consistant à augmenter le plafond de la Sécurité Sociale pour trouver des ressources nouvelles susceptibles d'équilibrer le budget général reviendrait tout simplement à faire supporter aux seuls salariés du régime général, et plus particulièrement aux cadres, l'accroissement des charges des autres régimes.

Le Ministre des Finances, en envisageant une telle solution, ne ferait d'ailleurs que poursuivre une politique bien connue. Nous sommes, nous, les salariés dont les revenus sont facilement contrôlables, imposables et taillables à merci. Pour combler le déficit du budget social de la nation, le Gouvernement prétend pouvoir faire appel à l'esprit de solidarité nationale des cadres.

Si ceux-ci ne protestent pas, tout va pour le mieux dans la meilleure des Républiques. Si les cadres tentent de protester, ils seront mis au ban de la nation pour manque d'esprit civique et pour égoïsme de classe. Quelle magnifique habileté, digne de Machiavel !

Devant une telle manœuvre, quelle doit être notre réaction ? Devons-nous nous laisser persuader que nous avons mauvaise conscience ?

Nous estimons, au contraire, avoir largement compris notre devoir de solidarité lorsque, en 1947, nous avons accepté d'être affiliés à la Sécurité Sociale. Mais, à l'époque, nous avons signé avec les Pouvoirs Publics un contrat moral : le plafond de la Sécurité Sociale devait suivre les variations du salaire du manœuvre de la Métallurgie de la région parisienne. Ce contrat a été respecté par tous les Gouvernements de la IV^e République, quelle qu'en soit la tendance. En signant le décret du 16 février 1961, le Gouvernement actuel A VIOLÉ LES ACCORDS DE 1947. Qui oserait prétendre que la mauvaise conscience est de notre côté ? Il est regrettable que la V^e République ne veuille pas prendre à son compte les engagements de la IV^e.

En ce qui nous concerne, nous sommes amenés à déclarer que, le contrat ayant été rompu unilatéralement, nous avons le droit de reprendre notre liberté et de reconsidérer l'ensemble du problème.

Quelles que soient les décisions que nous devons prendre, notre premier devoir était d'informer tous les cadres des dangers qui menacent leur régime de retraite. Nous sommes persuadés que, « dûment avertis », ils sauront s'unir pour défendre leurs droits les plus légitimes.

A. LIENARD

P. S. — Un mauvais esprit me fait remarquer que le déficit probable de 400 milliards prévu par le Gouvernement pour 1965 correspond exactement au montant des réserves qui seraient constituées par les régimes complémentaires (A.G.I.R.C., U.N.I.R.S., etc.) si le fameux projet de R. A. P. était appliqué (voir mon article dans « Cadres et Professions » de décembre 1960. S'agit-il d'une simple coïncidence ?

Je laisse à ce mauvais esprit la responsabilité de son opinion sur ce point et ne me permets pas, personnellement, de tirer de ce rapprochement de chiffres des conclusions particulières.

Ce n'est pas nous qui le disons

A PROPOS DE PLANIFICATION

La conception chrétienne de l'Etat n'est ni celle de l'Etat-gendarme qui, s'inspirant de la seule justice, sanctionne les délits, ni celle de l'Etat-providence qui se substitue aux personnes et aux sociétés pour la conduite de leur vie et l'organisation de leur existence. Les textes pontificaux attribuent à l'Etat un rôle bien différent, plus beau d'ailleurs : celui de soutien, d'auxiliaire.

« Sa fonction, sa magnifique fonction, dit Pie XII, est de favoriser, aider, promouvoir l'active coopération, dans le sein d'une unité plus haute, des membres qui pourvoient au bien de la communauté. »

« Contrôler, aider et régler les initiatives privées et individuelles de la vie nationale, pour les faire converger harmonieusement vers le bien commun, lequel ne peut être déterminé par des conceptions arbitraires... »

L'Eglise n'accepte donc pas le libéralisme qui laisse la communauté nationale au jeu des forces économiques, sociales, politiques, et qui risque d'aboutir au chaos et à l'anarchie, ou tout au moins au marasme et à la stagnation : l'Etat n'intervient pas et son abstention est un dommage pour le pays. A l'heure actuelle où, dans tant de domaines, les problèmes sont d'une complexité croissante, il est clair que l'intervention de l'Etat s'avère souvent nécessaire et bienfaisante.

Mais l'Eglise récusé aussi le dirigisme total et la planification intégrale du monde économique par l'Etat. Pour les nationalisations, par exemple, tout en en reconnaissant la légitimité dans certains cas, elle a toujours gardé une grande réserve.

Cardinal FELTIN.

Il ne suffit donc pas à l'économiste et au sociologue chrétiens d'analyser avec précision les situations et les institutions présentes. Toujours en marche pour la réalisation de sa destinée éternelle, le croyant doit, plus que tout autre, être porté à regarder loin pour voir clair. Il ne peut se contenter d'attendre, de rêver, de critiquer. Il a le devoir de préparer l'avenir par des études, des projets, des plans : il confrontera ses propres visées avec les recherches et les initiatives que d'autres entreprennent.

Dans une économie évolutive, nous apercevons trois devoirs principaux qui s'imposent à eux :

a) LE DEVOIR DE PREVOIR : il est nécessaire de définir, en vue du bien de tous, les objectifs et voies à suivre. On s'efforcera de laisser aux différentes structures les souplesses réclamées plus tard pour d'autres adaptations. Quand les perspectives du bien commun iront à l'encontre de certains intérêts particuliers, on ne manquera pas de bien délimiter à l'avance ceux qu'il serait impossible de ne pas léser.

b) LE DEVOIR D'INFORMER : auparavant de ces constatations et prévisions tous ceux qui peuvent, directement ou indirectement, être touchés par cette évolution des facteurs économiques et sociaux. Pareil devoir suppose parallèlement l'obligation de s'informer, auprès de ceux-ci, des conséquences prévisibles qui pourraient les atteindre lors de la mise en application des mesures envisagées.

c) LE DEVOIR DE COMPENSER, de réparer, d'atténuer les dommages individuels causés par les transformations irréversibles, ce qui sera d'autant plus facile que la prévision et l'information auront été établies à plus longue échéance.

A notre époque, le seul souci de conserver des positions acquises ne saurait commander toutes les décisions ou revendications... Une économie de réelle coopération, un sens social élargi, imposent un effort partagé d'imagination et de perpétuel ajustement.

Cardinal RICKAUD.

P. Fauvel,

L'UN DES ASPECTS DE LA CRISE DU LOGEMENT :

Notre page centrale de Janvier était consacrée à une étude sur « LA CRISE DU LOGEMENT ET LA POLITIQUE FRANÇAISE DE CONSTRUCTION ». Un de nos amis soulève aujourd'hui un des aspects particuliers de cette crise du loge-

Cadres et Profession, dans son numéro de janvier 1961, a situé la crise actuelle du logement et la politique française de construction.

Parlant du recensement de 1954, l'auteur a indiqué que « quantitativement le patrimoine français immobilier est suffisant » et, se posant alors la question de savoir pourquoi il y avait crise du logement, il peut y répondre en constatant que « les habitations ne sont pas situées où le besoin s'en fait sentir et que celles qui existent ne répondent plus aux désirs de la population ».

Je ne saurais trop souscrire à cette affirmation et les Ingénieurs et Cadres, tout en poursuivant leurs efforts en faveur du principe d'une construction plus importante et mieux répartie en fonction des besoins, se doivent de se pencher avec persévérance sur tous les problèmes sociaux que pose l'intégration des hommes dans l'habitat moderne.

L'homme et l'urbanisme

Il s'agit là, en effet, d'un très long travail d'interprétation et de confrontation. C'est l'étude que pose le problème de la vie même des individus dans les villes, villages ou nouvelles unités d'habitation en fonction des structures qu'elles devront comprendre et en se plaçant à la portée des habitants et des familles, soit à l'intérieur du nouveau groupe, soit à l'extérieur (travail, école et utilisation des locaux, économie et confort, jeux et sécurité, etc., doivent faire l'objet de nos soucis constants).

Malgré la qualité très remarquable de certaines réalisations, la détermination des besoins à satisfaire et celle des moyens à mettre en œuvre ont toujours été presque exclusivement basées sur les INSUFFISANCES de logements constatées sans qu'apparaissent implicitement la satisfaction des BESOINS concernant un véritable plan social s'associant aux considérations d'ordre psychologique, culturel, éducatif et économique.

Ages et logement

Toute construction humaine, en effet, autour de laquelle doit s'articuler « la vie », doit pouvoir répondre à trois ordres de besoins essentiels de l'individu :

- droit de subsister (facteur économique) ;
- droit à la santé (facteur médical) ;
- droit au logement (facteur social).

La mise en action de ces trois règles jouera avec des incidences variables aux trois âges de la vie :

- l'enfant ;
- l'adulte ;
- la personne retraitée et âgée.

Mais tandis que le point de départ des trois ordres de besoins de l'individu peuvent — pour l'enfant et l'adulte — se retrouver dans l'unité familiale et d'habitation, envisagées globalement, pour déterminer les services dont elle doit être pourvue (zones industrielles ou rurales, écoles et terrains de sports), les chemins sont inverses et ne répondent plus à des préoccupations identiques lorsqu'il s'agit de l'habitat des retraités et des personnes âgées.

Il ne viendrait en effet à l'esprit de personne de faire venir l'homme âgé de la campagne vers la ville pour « finir ses jours » ; il ne faut pas non plus, comme cela se voit aussi, exiler les personnes âgées des villes en les plaçant dans des grands établissements retirés à la campagne, ni même, comme d'aucuns l'ont préconisé, dans des villages de retraites. La ségrégation du vieillard ne doit plus exister.

Cependant, la vie moderne, avec ses complications et ses exigences — logement familial exigé, femme éloignée du foyer et obligée de travailler au dehors — n'autorise presque jamais plus, comme autrefois, le rassemblement de la famille ou provoque une concentration — parents, enfants — nuisible à l'avenir des jeunes foyers, comme à l'entente familiale. Elle oblige donc, la plupart du temps, les enfants à ne point inviter leurs parents — lorsque l'âge de la retraite a sonné pour eux — à vivre sous le même toit et, s'ils y sont déjà, à les en éloigner au moment où surgissent les problèmes de santé et où la séparation ne peut plus trouver de solutions qu'avec le concours de l'hôpital ou de l'hospice.

Pères et mères — comme tout bénéficiaire d'un logement de fonction arrivé à la retraite — doivent donc trouver un refuge pour terminer une existence dont chaque heure fut consacrée au bonheur de leurs enfants et que les circonstances actuelles risquent de transformer, « à l'heure de satisfaction et de récompense », en un terrible conflit moral qui détruira les efforts et les espoirs d'une vie entière de travail.

Les célibataires également, maintes fois sans famille proche, demeurent soucieux de leur avenir, le travail de toute une vie ne pouvant extraire l'anxiété « du départ à la retraite ».

Tous, pourtant, doivent être assurés qu'arrivés aux termes de leur carrière, après avoir mis au service de la collectivité les heures efficaces de leur vie, un lieu paisible et chaud les accueillera lorsque leurs forces les abandonneront.

Les uns et les autres doivent aussi connaître au niveau réduit de leurs moyens financiers, mais dans le « même cadre » que celui qui fut le leur pendant leur vie active, la possibilité de s'organiser, de se déplacer et de se distraire librement. Cette notion de la détente et du loisir reste si importante pour l'équilibre

L'HABITAT DES PERSONNES AGÉES

ment : L'HABITAT DES PERSONNES AGÉES. Nous lui donnons bien volontiers la parole, persuadés que le sujet intéressera nombre de nos lecteurs.

« C. et P. »

psychique de l'homme que le Centre National de la Recherche Scientifique s'est penché lui-même sur la question dans sa fonction actuelle dans la société.

Besoins

L'incidence du vieillissement de la population sur le problème de l'habitat et ses éléments qualitatifs qui doivent répondre à cette reconnaissance du droit au logement des retraités et des personnes âgées vont être essentiellement différents de ceux que rechercheront les adultes et leurs enfants.

En 1970, il y aura 100 personnes âgées pour 280 actifs. Il y aura 6.146.000 personnes âgées de plus de 65 ans en 1975 qui devront avoir un toit.

« Il vaut mieux construire un logement convenable qu'un lit d'hôpital », a dit le docteur Denoix en abordant une étude sur l'hospitalisation des vieillards à l'hôpital Montefiore en Amérique.

Une enquête très détaillée sur l'adaptation à la retraite, menée à la demande de M. Doublet, conseiller d'Etat, par les services du ministre du Travail, a montré le désir des retraités de rester sur place.

L'allongement de la durée moyenne de la vie et l'augmentation considérable de la proportion des « grands vieillards » permettent de conclure avec tous les démographes que les « retraités » occuperont un nombre croissant de logements dans les villes, au détriment de la population active.

Si le patrimoine français immobilier est suffisant, il ne correspond pas aux besoins de la population.

Sur 100 enquêtes « vieux », 76 sont décidés à rester à Paris ; laissent entendre : dans leur logement.

Plus que les liens familiaux, les difficultés économiques et matérielles à quitter une ville comme Paris, c'est l'attachement à cette ville et la peur de ne pas s'adapter à la province qui est la cause de ce pourcentage élevé. Ceci est vrai sur l'ensemble des territoires français.

Soins

Cette anxiété que représente la transplantation s'augmente avec la maladie et l'infirmité qui sont les risques du vieillissement.

« En province, il faut faire deux kilomètres pour se ravailler. Avec mon amputation, ce n'est pas possible (cas 13) »

« Surtout, ne m'envoyez pas à l'hôpital ou à l'hospice... »

Loisirs

La retraite entraîne aussi une augmentation considérable du temps libre. Les enquêteurs du ministère du Travail ont constaté que presque la moitié des enquêtés prennent leurs loisirs chez eux (bricolage, radio, lec-

ture, jardinage pour les agriculteurs). Pour l'autre moitié, ce sont des plaisirs artistiques culturels et sportifs qu'ils considèrent comme beaucoup plus à leur portée dans la ville de leur activité.

Tous les sociologues reconnaissent que la collectivité n'a prévu ni les locaux, ni les installations, ni les services qui aideraient les personnes âgées à se distraire et les représentants du ministère du Travail reconnaissent que « ... cette constatation est d'autant plus grave que c'est souvent par le biais des loisirs que les plus isolées d'entre elles pourraient entretenir une certaine participation à la vie sociale ». Et les auteurs concluent : « Impossible de juger de l'adaptation des gens âgés sans accorder une importance de premier plan à :

- « a) leur milieu de contact immédiat ;
- « b) la permanence de l'habitat sur le lieu de l'activité passée ;
- « c) la faiblesse des pensions de retraite ;
- « d) l'influence des difficultés économiques sur les contacts sociaux des personnes âgées ;
- « e) leur mobilité physique. »

Il faut donc envisager à leur intention un habitat où l'équipement médico-social soit spécialement conçu à la vie des retraités et des personnes âgées. Moins onéreux que le logement familial, le studio du retraité doit être conçu en tenant compte de ces facteurs.

Repenser les liens "logements-personnes âgées"

« Il n'est pas de plan, pas d'architecte, pas d'efforts individuels qui puissent faire aboutir le problème du logement si l'ensemble des Français ne sentent pas ce problème... », a dit dans ses émissions à la télévision le ministre Sudreau. Le problème du logement des retraités et personnes âgées intéresse tous les Français, car il conditionne la libération d'appartements sous-occupés, car il fausse à l'heure actuelle tout le problème hospitalier.

Ce sera le rôle essentiel du service de gériatrie de l'hôpital d'aiguiller les vieillards hors des services d'aigus où ils suppriment toute rotation normale des lits pour se consacrer aux seuls malades qui nécessitent des soins actifs. Une telle place du vieillard à l'hôpital a amené le ministre de la Santé à demander 40.000 lits supplémentaires qu'il considère comme nécessaires à l'hospitalisation des vieillards et une dépense à engager de 400.000.000 N.F.

Mais encore faut-il que ces « sortants » des services d'aigus puissent trouver, sans possibilité de domicile familial, un

toit où ils auront l'aide ménagère dont ils ont souvent beaucoup plus besoin que de l'aide médicale.

C'est après une longue étude d'un petit groupe de Cadres C.F.T.C. sur les « moyens déjà existants », leur condition de création et de fonctionnement, que nous sommes arrivés aux six conclusions suivantes :

- 1° Les gros efforts financiers pour la construction de maisons de retraite par les caisses privées au bénéfice de leurs ressortissants n'ont pas toujours donné les résultats souhaités. Le taux d'occupation de ces établissements restant souvent faible, les bénéficiaires hésitent à rester dans le même milieu professionnel ;
- 2° Les belles réalisations sur le plan départemental dont l'occupation est constante sont trop souvent excentrées par rapport à l'ancien lieu d'habitation et ont trop tendance à prendre le caractère pensionnat ;
- 3° Les retraités ne sont pas toujours assurés de recevoir des soins jusqu'à leur dernier jour et il existe dans la plupart des maisons de retraite « le règlement » et la hantise de l'hôpital ou de l'hospice ;
- 4° Il importe que les retraités n'aient à aucun moment l'impression d'être dirigés sur une institution de bienfaisance ou une maison dite de « retraite » ;
- 5° Il faut, au contraire, qu'ils aient la satisfaction de trouver, dans une indépendance totale, un ensemble de moyens de vie correspondant au standing qui fut le leur pendant leur activité professionnelle, d'où l'importance qui doit être donnée aux « loisirs » ;
- 6° Il faut qu'ils aient la connaissance de logements adaptés à leur qualité de retraité. L'attrait doit jouer au départ en retraite, après il est trop tard.

Pour atteindre ce but, il ne faut plus de « maisons de retraite », il ne faut surtout plus « d'hospices », il faut des logements conformes aux besoins des retraités.

C'est donc dans le cadre de la « construction » que doit être bâti le programme de développement des « studios » réalisés au niveau des retraités des intéressés. Ce programme ne sera pas limité au seul problème de l'habitat du retraité, mais s'étendra à l'ensemble des questions :

- aide ménagère ;
 - soins ;
 - culture et loisirs,
- que pose le passage de la vie professionnelle à celle de la retraite, puis de la vieillesse.

Implantation

Puisqu'il s'agit de « construction », un tel programme doit, par nécessité, entrer dans l'exécution du plan général de construction et d'équipements collectifs dont la loi d'août 1957 a lancé les bases.

Les retraités et personnes âgées doivent être en mesure de bénéficier des mesures législatives, techniques et financières mises à la disposition de tous les Français par la loi. Les collectivités, les entreprises, les organismes publics, semi-publics ou privés, doivent donc coordonner leurs efforts pour participer à la réorganisation et à la modernisation des conditions de vie de ces personnes, pour la plupart ressortissantes ou bénéficiaires d'un organisme social.

A cet effet, les sociétés de construction, chaque fois qu'elles envisageront le lancement d'une opération immobilière, devront réserver dans les grands ensembles à édifier un pourcentage de logements pour retraités et personnes âgées s'élevant à environ :

- 1 % de la population, soit 4 % à 5 % de la totalité des logements prévus au programme ; les logements comprendront une ou deux pièces avec entrée — selon qu'ils seront occupés par des personnes seules ou des

couples —, kitchenettes, cabinet de toilette, W.-C.

En vue de réduire, d'une part, les frais de construction en standardisant le type de ces logements pour l'industrialisation de la construction sous toutes ses formes et de faciliter, d'autre part, leur exploitation par les organismes qui seront habilités à cet effet, ces logements, dont le nombre ne devra en aucun cas dépasser 80 ou 100, seront groupés dans un même immeuble muni d'au moins un ascenseur et édifiés le plus près possible d'un moyen de transport, à proximité d'un espace vert.

Des services communs de douches, de soins pour malades temporaires ou invalides n'exigeant pas l'hospitalisation y seront adjoints.

Financement

La construction de ces « studios » serait financée soit par :

- 1° les fonds sociaux des caisses de retraites vieillesse et des caisses de retraite complémentaire ;
- 2° des crédits provenant de :
 - a) la mutualité ;
 - b) des comités d'entreprises ou organismes sociaux ;
- 3° un pourcentage restant à déterminer de la taxe patronale de 1 % réservée à l'habitat ;
- 4° des prêts de l'Etat sans intérêts remboursables après l'amortissement du prêt principal.

De plus, afin de ne pas priver les fonctionnaires retraités qui émargent au budget de l'Etat et n'ont pas de caisses de retraite disposant de fonds sociaux et pour lesquels le profit de la taxe patronale de 1 % ne peut pas jouer, une action syndicale des caisses de retraite auprès des pouvoirs publics recherchera à obtenir une affectation spéciale de crédits pour l'édification de logements à l'intention des retraités (en particulier pour ceux qui ont

bénéficié de logements de fonction) à porter au chapitre du budget de chaque ministère.

Il ne faut pas croire à l'impossibilité de ces buts. Déjà la création d'une Association — Résidences et Loisirs (1) — à but non lucratif, d'initiative C.F.T.C., a mis en chantier deux immeubles de ce type : l'un à Massy-Antony, l'autre à Menton.

Grâce à l'accueil des Caisses de Cadres séduites par l'exposé de cette idée nouvelle qui permet à chacun de conserver son « modus vivendi » personnel, dans un cadre familial, tout en profitant des avantages de toute nature qu'offre incontestablement la collectivité, de nombreux retraités vont trouver un logement où ils seront assurés jusqu'au dernier jour de vivre au milieu de leurs souvenirs personnels et de l'attention des services médico-sociaux mis à leur disposition.

Sauvy, spécialiste des questions sociales et économiques, a écrit :

- « — Jusqu'à 20 ans, l'enfant coûte à la Société ;
- « — de 20 à 45 ans, l'adulte rembourse ;
- « — de 45 à 65 ans, l'homme d'âge mûr rapporte ;
- « — à 65 ans, et par suite du vieillissement de la population, il coûte à nouveau à la Société. »

Et Sauvy poursuivait :

« Si l'on accepte la charge des enfants, diverses circonstances font qu'on accepte moins la charge des vieillards. »

Peut-être est-ce la raison qui a laissé de côté cet aspect de l'habitat. Il intéresse cependant six millions de Français qui peuvent encore se payer un logement modeste, mais non la journée d'hospitalisation à laquelle on les destine et qui, elle, coûte très cher à la collectivité nationale.

(1) Association Résidences et Loisirs : secrétaire général, P. FAUVEL, 12, rue Abel-Ferry, Paris (16^e) ; trésorier : C. BOSMORIN, 12, rue Péclet, Paris (15^e).

L'ÉLEVATION DU PLAFOND DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

LA FEDERATION FRANCAISE DES SYNDICATS D'INGENIEURS ET CADRES C.F.T.C.

— PROTESTE vivement contre l'élévation de 16,6 % du plafond de la Sécurité Sociale décidée malgré l'avis des Organisations de Cadres, et DECLARE, qu'elle ne se prêterait plus à une consultation devenue sans objets.

— ATTIRE l'attention des CADRES et du Parlement sur la gravité des conséquences du décret du 16 février 1961 qui détruit la règle de l'élévation du plafond de la Sécurité Sociale en fonction des salaires, et permet au Gouvernement d'augmenter arbitrairement le plafond, à seule fin de dégrader des ressources pour combler le déficit du régime général de la Sécurité Sociale.

Compte tenu de l'importance du déficit prévu : 100 milliards en 1961, et qui atteindrait de 350 à 400 milliards en 1965, le plafond de la Sécurité Sociale pourrait être porté dans ces conditions à un niveau tel qu'il détruirait les assises financières du Régime de Retraite des CADRES.

En conséquence, la FEDERATION :

— DENONCE la légèreté coupable du Gouvernement vis-à-vis des Ingénieurs et Cadres retraités et actifs ;

— DEMANDE la réunion d'urgence de la Commission Paritaire groupant les Organisations signataires de la Convention du 14 mars 1947, afin d'envisager les conséquences des décisions gouvernementales et les mesures à prendre.

Faisant suite à notre demande, la Commission paritaire de Retraite s'est réunie le 7 mars 1961.

Elle a décidé de faire parvenir au premier ministre une lettre pour protester véhémentement sur les deux points principaux relatifs au relèvement du plafond de la Sécurité sociale.

1° Le décrochage du plafond par rapport à l'évolution des salaires ;

2° Sur le fait que l'on envisage, pour combler le déficit de la Sécurité sociale, une mesure qui entraînerait la destruction de notre propre régime.

NOTRE ACTION CONTINUE

LES mots d'épargne, de bourse, de finances ne suscitent que méfiance et suspicion chez les militants syndicalistes. A juste titre d'ailleurs, car n'est-ce pas en brandissant les spectres de la fuite des capitaux, de la baisse de la bourse et de l'instabilité monétaire que l'on a imposé, dans un passé lointain ou plus immédiat, des politiques libérales qui, en fait, constituent un double frein à l'expansion économique et au progrès social.

A l'inverse, pourrait-on dire, comment ne pas déplorer que des programmes ou des politiques proches de nos aspirations, tout au moins dans leurs fins, aient trop souvent négligé les conditions proprement financières de la réussite d'un plan de développement et d'augmentation du niveau de vie ? C'est que les phénomènes monétaires et financiers ont leurs lois propres, leurs exigences, et qu'ils savent le rappeler cruellement à l'occasion.

C'est pourquoi, il serait aussi dangereux d'adopter à leur égard une attitude de mépris qu'une attitude de soumission.

Primauté de l'économie sur le financier certes, mais aussi nécessité de réformes qui assurent, à défaut d'une bonne marche des mécanismes traditionnels de l'économie capitaliste, l'accumulation d'une épargne suffisante pour financer, au niveau souhaité et dans les secteurs déterminés par le plan, les investissements nécessaires. Telle est la condition du maintien de l'équilibre interne dans le cadre d'une expansion vigoureuse. On conçoit immédiatement l'ampleur des problèmes posés : importances respectives de l'épargne publique (part de l'investissement financé par l'impôt) de l'épargne sociétaire (autre financement), de l'épargne volontaire des particuliers (caisse d'épargne, emprunts...), moyens de susciter cette épargne, de l'orienter vers les secteurs prioritaires, par le crédit, la fiscalité ; en un mot par la politique d'incitation de l'Etat, par la participation des syndicats au contrôle de l'exécution du plan...

Mais, en attendant d'être à même d'appliquer de telles mesures, il importe de pénétrer davantage dans les réalités financières actuelles car tel est le milieu sur lequel nous avons à travailler dès aujourd'hui et à modifier demain.

Dépassons donc cette image du capitaliste « au cigare entre les dents » cher aux dessinateurs satiriques et de casino, où des joueurs oisifs laissent au hasard le soin d'édifier leur fortune. Examinons avec réalisme ce qu'est le marché des capitaux, remettons-le à sa juste place dans le système économique actuel. Ainsi, pourrions-nous déboucher dans des études ultérieures sur : des réformes sérieuses qui tiennent compte de ces facteurs trop souvent ignorés, la résistance des choses et des hommes, la force des groupes financiers, leur habileté à faire partager à un grand nombre de Français, y compris les salariés, les mythes de la libre entreprise et de la stabilité monétaire à tout prix, fut-ce aux dépens des objectifs vitaux de la collectivité.

L'argent, objet d'échange

Dans une économie où la circulation des biens s'effectue entre sujets économiques théoriquement libres, c'est-à-dire dans une économie de marché (1), les disponibilités monétaires dont nous nous servons quotidiennement comme moyen d'échange, sont aussi, à l'image des autres biens, objet d'échange. Comme il y a un marché du blé, de l'acier, du travail, il y a un marché de l'argent, sur lequel offres et demandes de capitaux se confrontent.

Marché monétaire et marché financier

Et, de même que sur le marché d'un produit déterminé, il se crée autant de compartiments qu'il existe de « qualités » de ce produit, le marché de l'argent se ramifie en fonction de ce qui constitue la qualité propre au bien qui s'y traite, c'est-à-dire en fonction de la durée de la disponibilité en ce qui concerne les offres et de l'emploi en ce qui concerne les demandes. Sur le marché de l'argent à court terme, ou marché monétaire, l'offre est constituée par les avoirs en monnaie momentanément disponibles, que les particuliers et les entreprises confient aux banques, aux Caisses d'Epargne, aux Comptes Courants Postaux ou placent en Bons du Trésor ; la demande vient des entreprises pour le financement de leur cycle de production, des particuliers qui achètent à crédit, de l'Etat pour l'équilibre de sa trésorerie. Par contre, le marché de l'argent à long terme — qui fera plus précisément l'objet de cette note — est alimenté par les épargnes des particuliers et des entreprises (2) ; les demandes qui s'y manifestent, qu'elles émanent de l'Etat, des collectivités publiques et demi-publiques ou des entreprises, sont destinées à permettre le financement de la mise en place des moyens de production, des grands travaux, de la construction...

L'émission de valeurs mobilières

Le recours au marché financier peut s'effectuer selon deux modalités :

- l'emprunt à long terme, l'appel de capital, réservé aux entreprises revêtant la forme de sociétés anonymes ou sociétés par actions — qu'elles utilisent pour leur constitution et leur développement. Pratiquement, ces opérations se traduisent par une offre faite au public, en général par l'intermédiaire des banques, invitant celui-ci à souscrire des titres ou valeurs mobilières :
- obligations, lorsqu'il s'agit d'un emprunt (3),
- actions, lorsqu'il s'agit d'un appel de capital.

Ce sont ces titres, ces valeurs mobilières qui constituent en fait la véritable « marchandise » du marché financier. L'obligation est une simple créance matérialisant les droits du prêteur — l'obligataire — à l'égard de l'emprunteur — la société ou collectivité émettrice :

- droit à un revenu, le loyer de l'argent, rémunérant le prêteur de l'abandon de pouvoir d'achat qu'il a consenti pour une certaine durée (ce revenu prend la forme d'un intérêt versé annuellement par l'emprunteur à un taux convenu : 6 % par exemple),
- droit au remboursement de la somme prêtée.

En général, le contrat d'émission prévoit un amortissement par tirage ou sort annuel.

L'action, au contraire, est une véritable part d'association qui confère à son propriétaire — l'actionnaire — des droits beaucoup plus étendus :

- droit au dividende, c'est-à-dire à

une part des bénéfices réalisés au cours de chaque exercice,

- droit à une part de l'actif social en cas de liquidation,

— droit de participer à la gestion de la société, se traduisant essentiellement par la possibilité, aux Assemblées Générales annuelles des actionnaires, d'approuver ou de désapprouver par un vote la gestion du Conseil d'Administration. En fait, très peu nombreux sont les actionnaires qui assistent personnellement aux Assemblées Générales. Certains s'y font représenter par un mandataire de leur choix ; la plupart, sollicités par les banques, agissent pour le compte de la société, se contentant de signer un « pouvoir en blanc » qui sera utilisé au profit du Conseil d'Administration, permettant à celui-ci de s'assurer un vote favorable.

La dépréciation de la monnaie qui s'est poursuivie depuis 1914 — avec une interruption d'une dizaine d'années entre 1927 et 1936 — a gravement lésé les porteurs de valeurs à revenu fixe — rentes et obligations — qui ayant cru s'assurer une rémunération stable ont vu chaque année s'amenuiser le pouvoir d'achat représenté par l'intérêt de leurs titres et ont été remboursés en francs dont la valeur réelle était sans commune mesure avec celle de l'unité monétaire dont ils s'étaient dessaisis.

Ainsi les emprunteurs ont-ils dû depuis la fin de la guerre mettre au point de nouvelles formules susceptibles de conférer aux prêteurs certaines garanties : à côté des obligations dites « classiques » — à intérêt et à prix de remboursement fixes — ont ainsi vu le jour des titres dont le prix de remboursement et l'intérêt peuvent varier en fonction d'éléments liés :

- à l'évolution d'un indice économique ou monétaire (obligations indexées),

— ou à la marche de l'entreprise émettrice — exprimée par son chiffre d'affaires ou ses bénéfices (obligations participantes).

L'Etat en particulier a eu recours à l'indexation.

L'emprunt 3 1/2 % 1952 ou emprunt Pinay — dont une seconde tranche a été émise en 1958 — est indexé en ce qui concerne son prix de remboursement sur le cours de la pièce d'or de 20 francs, le napoleon.

La clause d'indexation n'a joué jusqu'ici qu'en 1959, les titres sortis au tirage étant alors remboursés à 100,12 %, ce qui n'a représenté qu'un avantage insignifiant pour le porteur.

Par contre, l'emprunt 5 % 1956, ou emprunt Ramadier, s'est révélé beaucoup plus intéressant. Le prix de remboursement des titres varie en effet avec la moyenne annuelle des indices de valeurs à revenu variable et de valeurs à revenu fixe.

La hausse des cours de Bourse a permis aux titres de 5.000 francs sortis aux tirages d'être remboursés à 5.140 francs en 1957, 6.042 francs en 1958, 5.587 francs en 1959. Ceux qui sortiraient en octobre 1960 le seront à 7.100 francs environ ; sur la base des cours pratiqués depuis le 1^{er} janvier 1960, le prix de remboursement pourrait atteindre, en 1961, 7.880 francs environ.

Enfin, certaines sociétés ont émis des obligations dites convertibles qui peuvent, sous certaines conditions, être ultérieurement échangées contre des actions de la même affaire.

La mobilisation des capitaux

La souci de toute personne qui engage les capitaux dont elle dispose est de pouvoir les « mobiliser », c'est-à-dire en recouvrer l'usage, à tout moment, si le besoin s'en fait sentir. C'est, en ce qui concerne les avoirs placés en valeurs mobilières, le rôle de la Bourse.

La Bourse

La Bourse n'intervient donc pas directement dans la création des valeurs nouvelles ; celles-ci, comme nous venons de le voir, naissent sur ce que l'on peut appeler le marché des émissions ou chaque opération se présente comme une offre globale faite au public, le plus souvent par l'intermédiaire des banques et appelant du souscripteur une simple adhésion.

Pour reprendre une expression du Syndicat de la Compagnie des Agents de Change, la Bourse est un marché de seconde main, ce qui d'ailleurs ne signifie pas de seconde importance. En effet, ainsi que nous le remarquons tout à l'heure, on ne conçoit pas un marché de l'argent sans possibilité de mobilisation et l'existence du marché boursier conditionne celle du marché des émissions.

Le porteur de valeurs mobilières, lié par les conditions du contrat auquel il a souscrit, ne peut demander à l'émetteur le remboursement, avant l'échéance, des fonds qu'il a engagés ; c'est seulement en cédant ses titres à un autre épargnant qu'il pourra en recouvrer la disposition.

Cette session, cette vente, c'est en Bourse, sur le marché des valeurs, qu'elle va se réaliser.

Les opérations de Bourse

Le mot Bourse désigne à la fois la réunion au cours de laquelle s'effectuent les transactions et le lieu où se tient cette réunion. Seuls les Pouvoirs publics ont autorité pour créer une Bourse et il est interdit d'organiser des négociations ou des cotations de valeurs mobilières en dehors des Bourses ainsi créées (4).

Les opérations de Bourse ne se traitent pas directement entre particuliers et, en France, leur exécution réclame l'intervention d'un intermédiaire, l'Agent de Change, ayant qualité d'officier ministériel ; à Paris, elles peuvent cependant être aussi traitées par des Courtiers en valeurs mobilières qui ont un privilège pour la négociation des titres non admis au marché officiel sur lequel opèrent les Agents de Change.

Ainsi donc le porteur de valeurs mobilières désireux de les vendre devra s'adresser pour cela à un intermédiaire de Bourse, soit directement, soit par l'entremise d'une banque.

Les ordres de vente rencontreront sur le marché les ordres d'achat émanant en principe de particuliers ou de sociétés (banques, sociétés d'investissement, sociétés financières) qui souhaitent placer leurs disponibilités et réaliser des gains en capital.

De la confrontation des offres et des demandes va naître le cours auquel s'effectuera, pour une valeur donnée, l'ensemble des transactions et qui sera inscrit sur la cote publiée chaque jour pour les Agents de Change et les Courtiers. Le marché financier peut, en effet, être considéré comme un « marché parfait » où la loi de l'offre et de la demande joue pleinement, c'est-à-dire où le prix — ici, le cours — s'établit à un niveau tel qu'il provoque un équilibre entre achats et ventes.

Marché parfait, dans la mesure, bien entendu, qu'il n'y a pas de ordres centralisés dans un même lieu ; car on ne peut nier par ailleurs le rôle souvent prédominant qu'y jouent les groupes financiers — notamment les banques d'affaires — pourvus, pour arriver à leurs fins, d'outils autrement efficaces que ceux dont disposent les particuliers.

Leurs interventions peuvent avoir simplement pour but d'aider au bon fonctionnement du marché ; de nombreuses sociétés ont ainsi directement ou par l'intermédiaire d'une banque, le comportement de leur titre afin d'éviter les à-coups résultant d'échanges peu importants, mais où l'offre et la demande ne s'équilibrent pas.

En revanche, elles ont parfois pour conséquence d'amples et soudains mouvements de la cote, soit qu'elles constituent une manœuvre purement spéculative, soit qu'elles reflètent une lutte de majorité engagée au sein d'un Conseil d'Administration, chacun des groupes rivaux cherchant alors à « ramasser » le plus grand nombre possible de titres.

La formation des cours

Si l'on veut déterminer les éléments qui commandent la formation des cours, il faut donc nécessairement recourir à l'analyse des facteurs qui conditionnent l'offre et la demande. La Bourse étant partie intégrante du marché financier, le premier de ces facteurs réside évidemment dans l'abondance plus ou moins grande des capitaux disposés à s'investir. Il comporte donc deux aspects dont l'un concerne le volume des épargnes et l'autre le caractère plus ou moins attractif des emplois.

Pour le reste, il convient de distinguer entre valeurs à revenu fixe et valeurs à revenu variable.

a) Valeurs à revenu fixe

En ce qui concerne les valeurs à revenu fixe — rentes et obligations (5) — le facteur déterminant est le rendement net que l'on en peut attendre, compte tenu de l'intérêt annuel et de l'écart éventuel entre le prix d'achat et le prix de remboursement. Ce rendement net est comparé au taux de l'argent à long terme — taux idéal correspondant au rendement moyen des principaux emplois à long terme tel qu'il résulte des caractéristiques des titres cotés et du niveau des cours.

Selon que le rendement du titre considéré est inférieur ou supérieur au taux moyen du marché, il suscitera un achat ou une vente. Les offres ou les demandes d'achat ou de vente sont susceptibles de provoquer une variation du cours telle que s'efface cette disparité. Ce principe général se trouve bien entendu tempéré par des considérations propres à chaque émission :

- le loyer de l'argent varie normalement avec la durée de l'emprunt, les conditions de remboursement et de rémunération, ainsi qu'avec les garanties offertes et la qualité de l'emprunteur dont dépend la sécurité du placement. C'est ainsi que l'on remarque souvent que les obligations émises par une société appartenant à un secteur menacé de l'économie, ou souffrant de difficultés propres, se vendent moins cher que des obligations aux mêmes caractéristiques mais dont les sociétés émettrices ont la confiance des capitalistes (ce terme capitaliste étant pris dans un sens strictement économique et désignant les épargnants qui placent leurs avoirs en valeurs mobilières).

b) Valeurs à revenu variable

Pour ce qui est des valeurs à revenu variable — ou actions — les facteurs de l'offre et de la demande sont infiniment plus complexes.

La situation de l'actionnaire est sans doute intimement liée à la marche de l'entreprise dont il est l'associé : si celle-ci prospère, il sera privé de revenu et pourra perdre même son capital ; si, au contraire, elle se développe heureusement, il peut espérer voir l'un et l'autre s'accroître dans des proportions considérables.

Mais la prospérité de l'entreprise ne constitue que l'un des éléments auquel doit se référer un acheteur éventuel : la conjoncture politique, économique et monétaire mondiale ou nationale, les perspectives de la branche d'activité intéressée, le climat boursier, le com-

portement des autres opérateurs, la situation technique du marché des valeurs ou du titre considéré — situation caractérisée par l'abondance plus ou moins grande des capitaux, le niveau des cours, le volume des transactions, l'attitude des spéculateurs — retiennent également son attention.

Ainsi donc le cours d'une action ne résulte pas d'une estimation comptable, de sa valeur intrinsèque, qu'il serait théoriquement possible d'obtenir en évaluant l'actif net (6) de la société et en divisant le résultat obtenu par le nombre d'actions représentant le capital.

D'ailleurs si, à long terme, le comportement des opérateurs, dont résulte le niveau des cours, est dominé par les facteurs fondamentaux que nous venons de décrire, il est fortement influencé à court terme par les impulsions irrationnelles, les manœuvres spéculatives, l'instinct grégaire, les paniques et les engagements qui peuvent s'emparer du public en fonction d'événements de tous ordres.

La maladie du Président Eisenhower en 1959, la découverte de pétrole à Parentis, par exemple, ont été ainsi à l'origine de mouvements boursiers aussi importants qu'imprévisibles pour l'opérateur raisonnable de New-York ou de Paris.

Enfin, l'esprit de spéculation — qui est une forme de l'esprit de prévision — conduit ceux qu'il anime à anticiper sur l'événement et à rechercher non les avantages d'un placement, mais la réalisation d'un bénéfice résultant d'une différence de cours entre deux opérateurs de sens opposé.

La spéculation — si elle conduit parfois à des excès regrettables — joue un rôle important dans le fonctionnement normal du marché en permettant parfois la constitution d'une contrepartie lorsque l'équilibre nécessaire entre achats et ventes est difficile à réaliser.

Imaginons par exemple que sur une valeur donnée et en prenant pour base les cours de la veille, les demandes portent sur 300 titres et les offres sur 150 ; une hausse du cours permet l'entrée en jeu de nouvelles offres qui portent leur total à 200. Une hausse plus forte ne modifie pas cette situation et n'amène pas de nouveaux ordres.

C'est alors qu'intervient le spéculateur : il va offrir le « papier » qui manque, uniquement dans l'espoir de le racheter rapidement avec un écart de cours favorable. S'il s'agit d'opérations effectuées « au comptant » (6 bis), il lui faut acheter le titre et le vendre à un prix supérieur à celui qu'il a payé.

Par contre, si la valeur en cause est une valeur très connue qui fait l'objet de transactions « à terme » (6 bis), cette condition n'est pas nécessaire, car dans ce cas le règlement n'interviendra qu'à échéance, laissant au spéculateur la possibilité de se « couvrir » par une opération de sens inverse, dès que la situation du marché le lui permettra.

C'est donc sur le marché à terme que se traitent habituellement les opérations spéculatives, mais c'est aussi sur ce marché et de ce fait que les échanges sont les plus larges et ont le plus de chances de s'équilibrer, réalisant ainsi le fonctionnement normal des mécanismes boursiers de mobilisation et de placement des capitaux.

Ayant ainsi fait connaissance avec le marché financier en ses deux stades

- (1) A l'économie de marché s'oppose l'économie collectiviste et centralisée. L'économie française — malgré l'existence d'un secteur nationalisé et la mise en œuvre de Plans indicatifs, reste une économie de marché.
- (2) Dans la mesure où ces dernières ne les emploient pas directement par autofinancement.
- (3) Toutefois lorsque l'emprunteur est l'Etat, on ne parle pas en général d'obligations, mais de titres de rente.
- (4) Il existe toutefois des commissions de cotation de valeurs mobilières dans certaines villes où il n'y a pas de Bourse.
- (5) On comprend, en particulier, dans les valeurs à revenus fixes, les obligations indexées ou participatives, qui ont malgré leurs caractéristiques particulières, sont plus proches des obligations classiques que des valeurs à revenus variables ou actions.
- (6) On appelle actif net la somme des biens appartenant à l'entreprise — terrain, usines, installations, titres, brevets, licences, marchandises, produits, créances, avoirs en compte et en caisse — diminuée des dettes de celle-ci à l'égard des tiers — emprunts obligatoires, crédits à moyen et à court terme consentis par les banques et les fournisseurs. C'est ce qui revient, en principe, aux actionnaires en cas de liquidation de la Société.
- (6 bis) Marche « au comptant » : l'exécution est immédiate — le vendeur livre les titres, l'acheteur règle les espèces. Marche à terme : l'opération est conclue à un cours donné, mais son exécution est reportée à la fin du mois, ce qui permet d'ici là au vendeur de racheter les titres s'ils ont baissé, à l'acheteur de les vendre s'ils ont monté. L'un ou l'autre, suivant le cas, réalisera un bénéfice.

LE ROLE ÉCONOMIQUE

successifs, le marché des émissions et le marché boursier, il nous faut maintenant essayer de préciser le rôle qu'il joue dans la vie économique du pays. Pour cela, nous ferons un peu d'histoire et remonterons d'abord au siècle dernier.

Avant 1914

Le marché financier puis ses ressources dans l'épargne et trouve ses débouchés dans l'investissement. Dans le cadre de l'économie libérale qui a prédominé en France jusqu'en 1914, le financement des investissements était à peu près intégralement assuré par la transformation, grâce aux mécanismes du marché financier, de l'« épargne réserve » — fraction non consommée des revenus — en « épargne créatrice », consolidée et affectée à un emploi durable susceptible d'accroître le potentiel économique de la nation.

C'est par ce moyen qu'ont pu être réalisées, depuis le milieu du siècle dernier, l'industrialisation des pays modernes et la mise en place des moyens de communication que nous connaissons.

On a pu dire, avec raison, que l'emploi qui a été fait alors des valeurs mobilières a eu une importance aussi grande que celle des découvertes techniques dont il a permis la mise en application.

La France d'avant 1914 avait d'ailleurs la réputation d'être un pays d'épargnants.

Cette réputation tenait à diverses causes dont les principales paraissent avoir été :

- la faiblesse de la natalité,
- la proportion relativement forte pour l'époque des femmes ayant un emploi,
- la prédominance de la classe moyenne où l'esprit d'épargne est traditionnellement développé,
- la division de la fortune (9 millions de Français étaient propriétaires de leur maison et 15 millions avaient un livret de Caisse d'Epargne à la veille de la guerre de 1914),
- les écarts importants existant entre les revenus des diverses catégories sociales,
- et, enfin, le fait que si le Français semblait épargner beaucoup, c'est surtout parce qu'il investissait peu pour lui-même et préférait prêter aux autres.

Il convient d'ailleurs de noter que si, malgré l'inégalité des revenus, les épargnants étaient si nombreux, cela tenait essentiellement à ce que les gens les plus modestes éprouvaient le besoin d'épargner en prévision de la maladie et de la vieillesse, souci dont la Sécurité Sociale les a, pour une part, déchargés.

L'épargne en France représentait alors en moyenne 2,5 à 3,5 milliards de francs par an, soit, selon les estimations, de 9 à 13 % du revenu national (contre 12 à 15 % en Grande-Bretagne, 15 à 20 % en Allemagne, 13 % aux Etats-Unis).

Elle provenait, dans une forte proportion, des particuliers. L'épargne des entreprises était faible, l'épargne publique inexistante. L'épargne des entreprises allait aux entreprises. Quant à celle des particuliers, elle s'orientait à raison de 30 % environ sur les valeurs mobilières.

Sur le marché financier, les placements en valeurs étrangères prenaient une place de plus en plus importante leur volume annuel, qui était de 300 mil-

lions environ de 1850 à 1880, atteignait 1 milliard 1/2 à la veille de la guerre.

De 1893 à 1911, l'accroissement des investissements a été en France de 10 % ; pendant le même temps, les placements en valeurs étrangères ont doublé.

En 1912, le portefeuille français de valeurs mobilières pouvait être estimé à 110 milliards de francs-or, dont 40 en valeurs étrangères (soit respectivement 22.000 et 8.000 milliards de francs 1959).

L'argent était bon marché et le taux de rendement moyen des grandes valeurs de placement — action ou obligations — variait entre 3 1/3 et 3 3/4 %.

Ainsi donc, la France épargnait beaucoup — moins cependant que l'Allemagne et les Etats-Unis — mais investissait peu, ce qui lui permettait d'être, en quelque sorte, le banquier du monde.

Cette politique s'est évidemment avérée désastreuse : faute d'investissements suffisants, le potentiel de production s'est insuffisamment développé, dans un climat de stagnation et de malthusianisme, tandis que, par suite des événements, les fonds prêtés à l'étranger (à la Russie, aux pays des Balkans, aux Etats d'Amérique du Sud) étaient pratiquement perdus. La responsabilité en incombe aussi bien au gouvernement, qui voyait dans l'aide apportée aux pays étrangers le moyen d'une influence politique plus grande, qu'aux entreprises qui ont manqué d'esprit d'initiative et de dynamisme, qu'aux banques enfin qui ont favorisé les placements pour elles les plus rémunérateurs plutôt que de rechercher avant tout l'intérêt du pays.

Situation actuelle

Depuis lors, deux guerres ont passé, la monnaie s'est dépréciée à tel point que le pouvoir d'achat du franc de 1959 n'était plus que la 200^e partie de celui du franc de 1913, — les Français ont découvert, par la force des choses, les vertus de l'investissement en même temps qu'ils perdaient le goût de l'épargne et des valeurs mobilières. La conséquence majeure de cet état de fait est que le marché financier, vers lequel nous s'orientait 30 % environ des placements mobiliers des particuliers (7), n'assure plus dans ces conditions qu'une faible part du financement des investissements : un peu moins de 13 % en 195^e.

Les ressources d'autofinancement, c'est-à-dire que les entreprises tirent de leur propre activité, en couvrent 42 % et les fonds publics 27 %. Le volume total des émissions, sur le marché français — valeurs françaises et étrangères à revenu variable et à revenu fixe — qui variait au début du siècle entre 1 milliard 1/2 et 4 milliards de francs-or par an a été de 770 milliards environ en 1959, ce qui représente 3,8 milliards de francs-or. Encore faut-il noter qu'entre 1945 et 1954 il a fluctué — toujours exprimé en francs-or — entre 0,6 et 2 milliards, ne dépassant pas en moyenne 1,4 milliard par an.

NOTE ANNEXE PAGE 8 →

LES RELATIONS "COURS DE BOURSE-SALAIRES"

(7) Le reste est conservé en dépôt en Bons du Trésor.

(8) En réalité, la puissance publique n'a pas de politique de l'épargne et n'exerce pas de contrôle réel du marché des capitaux.

Il y aurait certes, beaucoup à dire à ce sujet qui pourrait d'ailleurs trouver

place dans une étude plus vaste sur les moyens d'une véritable planification démocratique.

(9) Les Sociétés d'investissement et les Fonds communs de placement sont des organismes de placement collectifs ayant pour objet la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières.

Si l'on tient compte du fait qu'au cours des 60 dernières années le revenu national s'est trouvé multiplié par 3 et l'indice de la production industrielle par 2,5, on ne peut que constater le réel déclin du marché financier.

L'avenir du marché financier

Est-ce à dire pour autant que celui-ci est appelé à disparaître ? Certainement pas, car l'émission de valeurs mobilières reste, dans le cadre de notre système économique actuel, l'un des moyens de financer les investissements. A l'épargnant en quête de placements, il offre souplesse et variété ; aux entreprises, une liberté que ne saurait permettre le recours aux fonds publics ; à l'Etat, des moyens d'orientation et de contrôle qui lui échappent largement dans l'autofinancement (8).

Le marché financier apparaît d'ailleurs en redressement ; en effet, si dans les années qui ont suivi la Libération la pénurie de capitaux ne l'a guère autorisé à jouer son rôle dans l'effort d'investissement qui était indispensable pour relever notre pays de ses ruines, le ralentissement du processus inflationniste, la reconstitution progressive des épargnes, la conjoncture économique favorable, puis l'intérêt suscité par les découvertes de pétrole en France et au Sahara lui ont permis, à partir de 1956, de reprendre peu à peu sa place.

Rien ne prouve que ce processus encourageant ne doive pas continuer. De fait, malgré toutes les vicissitudes qu'ont pu connaître depuis un demi-siècle les porteurs de valeurs mobilières, l'esprit d'épargne survit. Si le marché financier n'en profite pas davantage, c'est sans doute parce que le public est mal informé de son rôle et de ses mécanismes.

On peut en effet s'étonner, comme le faisait voici quelques années M. Jeanneney, actuel Ministre de l'Industrie, que les valeurs mobilières n'aient pas pris, malgré le rôle de premier plan joué par les grandes sociétés anonymes dans la vie économique, une place prépondérante parmi les placements vers lesquels l'épargne est susceptible de s'orienter.

Il y a deux moyens, selon nous, de remédier à cette situation : — le premier consiste à entreprendre cette « éducation » du public qui, nous l'avons constaté, fait aujourd'hui défaut ;

— le second, à mettre à la disposition de l'épargnant des formules nouvelles de placement, plus simples que celles auxquelles il peut recourir actuellement. C'est ce qui a été tenté depuis la fin de la guerre avec les sociétés d'investissement et qui pourrait être réalisé grâce aux fonds communs de placement dont le succès est grand à l'étranger (9).

Ce double effort d'information des individus et d'adaptation des structures est assurément l'une des conditions du développement futur du marché financier.

Un numéro exceptionnel de "FORMATION"

INFORMATIONS CONFÉDÉRALES

- Quelques accords récents
- Réintégration des jeunes après leur service militaire.
- Une initiative syndicale : OR-GECCO.

LES ETUDES DU MOIS

- Un homme au service d'une cause : Gaston TESSIER et la C.F.T.C.
- La conjoncture régionale.
- L'aide aux travailleurs privés d'emploi.
- Bierville 1961.

Le numéro : 1 N.F.

PROCHAINE SESSION INGENIEURS ET CADRES

15-16 avril 1961

L'homme dans la nature et la société selon Marx.

Pierre FOUGEYROLLAS, Agrégé de Philosophie.

Lénine et le léninisme.

Théorie marxiste de la plus-value.

Bernard CAZES, chargé de mission au Commissariat général au Plan.

DEUX SESSIONS CONFÉDÉRALES IMPORTANTES :

- Délégués du personnel : 22-29 avril.
- Activités sociales et culturelles des Comités d'entreprise : 7-13 mai.

LE NIVEAU DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

● Maintien de la production à un niveau élevé

INDICE CORRIGÉ DES VARIATIONS SAISONNIÈRES (SANS LE BATIMENT) (Base 100 en 1952)

1958		1959		1960				1961	
Janv.	Fév.	Janv.	Déc.	Janv.	Mars	Mai	Juillet	Sept.	Nov.
154	156	151	177	171	169	173	176	180	181

L'EMPLOI

● LE MARCHÉ DU TRAVAIL : Toujours favorable

Les offres d'emploi non satisfaites correspondent aux offres déposées par les chefs d'entreprises dans les bureaux de placement et qui n'ont pu être satisfaites. Ces offres sont depuis février 1959 en progression constante, c'est-à-dire que les chefs d'entreprises trouvent de moins en moins facilement la main-d'œuvre qui leur est nécessaire.

Les demandes d'emploi non satisfaites corres-

pondent au contraire aux demandes déposées dans les bureaux de placement par les travailleurs en quête d'un emploi et pour lesquels aucun emploi n'a pu être trouvé. L'existence simultanée d'offres et de demandes d'emploi non satisfaites provient de ce que ces offres et demandes ne se situent pas géographiquement aux mêmes lieux, d'une part, et de l'autre de ce qu'elles ne correspondent pas aux mêmes qualifications professionnelles.

1957		1959		1960				1961	
Oct.	Fév.	Mars	Mai	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.
Offres d'empl. non satisf.	44	12,7	25,2	22	24,4	25,1	26,1	28,5	31,2
Dem. d'empl. non satisf.	79	139	138	130	128	127	125	128	125
Chômeurs secourus	17	32	37	36	32	33,5	32	32,5	32,8

● LE NIVEAU DE L'EMPLOI : PROGRESSION CONTINUE DES EFFECTIFS OCCUPÉS

(données corrigées des variations saisonnières)

1957		1958		1959				1960		1961	
1 ^{er} juil.	1 ^{er} jan.	1 ^{er} jan.	1 ^{er} jan.	1 ^{er} jan.	1 ^{er} jan.	1 ^{er} jan.	1 ^{er} jan.	1 ^{er} jan.	1 ^{er} jan.	1 ^{er} jan.	1 ^{er} jan.
Durée hebdomadaire du travail ouvriers (en heures)	46,8	46,5	45,7	46,2	46,2	46,4	46,7	46,6	46,4	46,4	46,4
Indice des effectifs occupés (base 100 en 1954)	105,2	106,4	104,2	104,5	104,6	104,8	104,9	105,2	105,5	105,5	105,5
Indice d'activité de la main-d'œuvre (effectifs x durée du travail, indice non corrigé des variations saisonnières)	108,4	107,6	103,7	106,4	105	105,6	107,1	107,8	107,8	107,8	107,8

● LES CONFLITS DU TRAVAIL

Nombre de journées de travail perdues du fait de conflits du travail (en milliers)

	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Oct.	Nov.	Déc.
1959	205	730	384	122	101	76	45	17	37	79
1960	8	30	100	71	299	272	52	7	38	119
1961	14									

* Provisoire

LES INDICES DE PRIX

● INDICE DES PRIX DE GROS (BASE 100 EN 1949) : LÉGERE HAUSSE

1957		1958		1959				1960		1961	
Janv.	Janv.	Janv.	Janv.	Mars	Mai	Juillet	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Janv.
145	166,4	175	180,6	178,4	181,9	176,9	179,6	181	182,5	183,3	183,3

● PRIX DE DETAIL - INDICE DES 250 ARTICLES (base 100 du 1^{er} juillet 1955 au 30 juin 1957) : STABILITÉ

1957		1958		1959				1960		1961	
Janv.	Janv.	Janv.	Janv.	Déc.	Janv.	Juin	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.
100,8	114,9	124	128,4	130,1	130,2	132,1	132,3	132,7	133	133,1	133,1

● L'INDICE DES 179 ARTICLES (base 100 en juillet 1957) : HAUSSE 0,3 %

Janvier	Février	Mars	Mai	Juin	Juillet	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.
122,12	122,5	122,26	122,73	122,25	122,52	123,21	123,27	123,12	123,09	123,52

LES SALAIRES

● INDICE DES TAUX DES SALAIRES HORAIRES (toutes activités) (base 100 en janvier 1956)

1957		1958		1959				1960		1961	
Janv.	Janv.	Janv.	Janv.	Janv.	Avril	Juillet	Oct.	Janv.	Janv.	Janv.	Janv.
		118,9	128,6	137,2	139,3	141,8	144,3	147	147	147	147

● SALAIRE HORAIRE MINIMUM INTERPROFESSIONNEL GARANTI (zone 0 %)

1957		1958		1959				1960		1961	
Janv.	Janv.	Janv.	Janv.	Fév.	Nov.	Janv.	Oct.	Janv.	Oct.	Janv.	Janv.
		139,20	149,25	156	160,15	160,15	163,85	163,85	163,85	163,85	163,85

COMMERCE EXTERIEUR

BALANCE AVEC L'ÉTRANGER : Tout rapport export supérieur à 93 % gonfle nos réserves de devises

		En milliards de N. F.		Export.	
		Import.	Export	Import.	Export.
1959	1 ^{er} trimestre, moyenne mensuelle	1,47	1,28	87	%
	2 ^e trimestre	1,58	1,62	102	%
	3 ^e trimestre	1,44	1,51	105	%
	4 ^e trimestre	1,86	1,87	101	%
1960	1 ^{er} trimestre	2,04	2,06	99	%
	2 ^e trimestre	1,96	1,98	101	%
	3 ^e trimestre	1,89	1,80	95	%
	4 ^e trimestre	2,07	2,08	100	%
1961	Janvier	1,83	1,91	104	%

Conseil Economique LE PROBLÈME ET DE DES TRAVAILLEURS

Avis adopté par le Conseil Economique et Social au cours de la séance du 9 février 1961

Le 5 avril 1960, le Bureau du Conseil Economique et Social avait saisi la Section de la promotion sociale, de l'orientation et de la formation professionnelle, du problème du reclassement et

de la réadaptation des travailleurs dits « âgés ».

Après avoir entendu le rapport présenté par M. Robert A. GUI-
LHON, au nom de la section précitée, le Conseil Economique et Social a adopté, par 148 voix et 2 abstentions, l'avis dont nous publions ci-après, le texte intégral.

AVIS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Le Conseil Economique et Social considère que toute solution pouvant intervenir, doit être examinée dans un esprit de promo-

tion sociale et dans le cadre d'une politique générale à ce sujet, et être arrêtée en tenant compte des éléments suivants :

I. — EN CE QUI CONCERNE L'AMPLEUR ET LA NATURE DU PROBLÈME

DANS L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE

A. Il n'est pas possible de donner une définition précise du travailleur âgé. Mais on constate un accroissement continu du nombre des travailleurs qui, n'ayant pas atteint l'âge d'admission à la retraite, éprouvent des difficultés à conserver ou retrouver un emploi en raison ou sous prétexte de leur âge.

B. Le pourcentage de demandes d'emploi non satisfaites augmente rapidement pour les travailleurs ayant dépassé la quarantaine. Le reclassement des travailleurs en chômage est donc beaucoup plus difficile pour ceux qui ont dépassé cet âge que pour les jeunes travailleurs, ce qui signifie que la durée moyenne du chômage est beaucoup plus élevée pour les travailleurs âgés.

Le chômage des travailleurs âgés est particulièrement doulou-

reux pour les intéressés s'il survient à un âge où ils ont les charges familiales les plus lourdes. Il est en outre anti-économique et paradoxal, si l'on considère le déficit de la métropole en cadres, techniciens, et en général en personnel qualifié, déficitaire qui risque d'aggraver, dans les prochaines années, la situation du marché de l'emploi.

EN CE QUI CONCERNE L'AGRICULTURE

Le chômage des salariés en agriculture est un phénomène assez mal connu. Il affecte des salariés peu qualifiés, qui ont perdu leur emploi du fait de la mécanisation, du remplacement de la polyculture par la grande culture et de la disparition du bétail dans certaines régions. Pour les cadres, il s'agit notamment de personnes rapatriées de l'ancienne France d'Outre-mer.

II. — EN CE QUI CONCERNE LES CAUSES DES DIFFICULTÉS DE RECLASSEMENT

DANS L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE

Les entreprises embauchent de moins en moins des travailleurs âgés, en alléguant à leur encontre la diminution des facultés physiques, l'insuffisance de formation technique ou d'adaptation à des techniques nouvelles, les nécessités de la promotion interne, ou l'existence de systèmes de retraites.

Ces arguments sont d'ordre général et de principe. Ils ne résistent souvent pas à l'examen particulier de chaque candidature. Ils sont d'autant moins fondés que l'on s'attache par ailleurs à simplifier le travail, à diminuer la fatigue physique tandis que rien ou pratiquement rien n'est fait pour assurer la continuité de la formation professionnelle tout au long de la carrière. Pour cette raison, il est certain que de nombreux salariés âgés ne sont pas au courant des dernières techniques utilisées dans leur spécialité. Par

contre, on ne peut nier l'expérience qu'ils ont acquise et qui est de nature à favoriser leur recyclage. Par ailleurs, les cadres dits « âgés » peuvent parfois permettre d'apporter une solution souple au problème de la promotion interne dans l'entreprise.

D'autre part, beaucoup d'entre eux se heurtent, dans leur recherche d'un emploi, à la concurrence de salariés s'adonnant au travail noir, ou de retraités, ayant souvent le besoin et parfois simplement le désir de compléter leurs ressources.

DANS L'AGRICULTURE

En agriculture, les difficultés de reclassement des travailleurs âgés sont dues à la diminution des besoins de main-d'œuvre, bien que, par ailleurs, pour certaines spécialités, les besoins tendent à augmenter. D'autre part, comme dans l'industrie, les salariés se heurtent au moins pour certains emplois, à la concurrence des retraités.

Compte tenu de ces éléments, le Conseil Economique et Social émet l'avis qu'il convient

I. — SUR UN PLAN GÉNÉRAL

— De lutter contre cette idée fausse que tout salarié ayant atteint la quarantaine puisse être considéré comme un travailleur « âgé » et de ce fait diminué ;

— De considérer le problème étudié comme un problème humain engageant la responsabilité morale des employeurs, celle également des cadres et techniciens des entreprises et comme un problème d'intérêt économique pour la Nation ;

— De procéder notamment à une étude générale de la diminution de la durée du travail sans compromettre le pouvoir d'achat, de la révision de l'âge et du montant des retraites, et du cumul éventuel de celles-ci ou d'autres ressources avec un emploi rémunéré, problèmes dont les solutions aideront certainement à élargir les possibilités d'emploi pour les travailleurs « âgés » ;

— Sans qu'il soit porte atteinte à l'esprit de l'ordonnance du 24 mai 1945, d'engager le Ministre du Travail à appuyer l'Association pour l'emploi des Cadres Ingénieurs et Techniciens, dans sa mission particulière de placement des cadres ;

— D'étudier pour les travailleurs « âgés », un certain nombre de mesures partielles et transitoires qui entraîneront une amélioration de l'économie nationale ;

— De promouvoir d'urgence une politique d'ensemble de perfectionnement continu et, notamment, dans le cadre du Commissariat au Plan d'Équipement et de la Productivité, une politique d'ensemble de plein emploi, visant à assurer à chaque travailleur un emploi durant la totalité de sa période d'activité, en particulier par le maintien au travail à l'échelle soit de l'en-

et Social : DU RECLASSEMENT LA RÉADAPTATION DITS "AGÉS"

treprise, soit de la profession, soit de l'interprofession, en assurant dans ce cas, sa conversion éventuelle ;

— D'encourager ou susciter des études méthodiques sur les problèmes du vieillissement, de ses causes professionnelles, notamment dans certains métiers à risques, et de ses conséquences ;

— D'étudier les dispositions législatives réglementaires et contractuelles, propres à l'emploi des travailleurs dits « âgés » en vue plus particulièrement :

a) de réserver un certain pourcentage d'emploi dans les entreprises aux travailleurs « âgés », les impératifs propres aux diverses branches devant, par ailleurs, être pris en considération, compte tenu au surplus de l'état de leur équipement matériel (1) ;

b) de transformer en décret les recommandations de la circulaire du Ministère du Travail du 10 octobre 1956, prise pour l'application de l'ordonnance du 24 mai 1945, relative au placement des travailleurs et au contrôle de l'emploi ;

c) d'ajouter à l'article 31 g du livre 1^{er} du Code du Travail relatif aux dispositions obligatoires des conventions collectives, une onzième disposition ainsi rédigée : « les conditions spéciales au maintien en activité des travailleurs ayant atteint un certain niveau d'âge » ;

d) d'élaborer et de promulguer dans les plus courts délais, les textes réglementaires nécessaires à l'application de la loi du 31 juillet 1959 sur la promotion sociale, notamment pour ce qui concerne le perfectionnement professionnel et la formation générale permanente, la participation des salariés à ceux-ci étant reconnue comme légale, même pendant les heures de travail, sous réserve, dans ce dernier cas, d'un maximum d'heures à ne pas dépasser ;

e) d'élaborer une réglementation relative aux travailleurs « âgés » et ayant pour but d'établir à leur intention des conditions de travail particulières, de prévoir un assez long délai entre le préavis de congé et le licenciement, et de généraliser le principe des indemnités de licenciement qui existent déjà dans certaines professions. Les conventions collectives adapteraient ensuite cette réglementation aux diverses branches professionnelles considérées ;

f) de créer une sous-commission de la Commission de la main-d'œuvre au Commissariat Général du Plan d'Équipement et de la Productivité, chargée plus particulièrement du problème des travailleurs « âgés ».

(Suite dans notre prochain numéro.)

LA C.F.T.C. PROTESTE

Le Bureau confédéral de la C.F.T.C., informé des conditions de renouvellement des présidences des sections du Conseil Economique et Social, proteste contre l'éviction totale des représentants d'organisations de salariés, fait toutes réserves sur les conséquences ultérieures de cet état de choses.

PARIS, LE 10 FEVRIER 1961.

La grève de 24 heures dans la Marine Marchande

Après sept mois de patience et huit réunions avec les représentants des armateurs le samedi 21 janvier, les Fédérations d'officiers C. G. T., C. F. T. C. et C. G. C. se sont réunies pour examiner une situation qui tournait à la « comédie ».

« Constatant les tergiversations et les atermoiements du Comité des Armateurs dans les négociations de salaires engagées depuis plus de six mois et l'obstruction rencontrée pour les discussions d'augmentation générale de salaires », ont décidé une grève de midi à minuit le vendredi 27 janvier 1961.

Les organisations syndicales des marins C. G. T. et C. F. T. C. avaient, de leur côté, décidé le même mouvement.

L'année 1957 fut particulièrement fertile, en France, en accords de salaires. Dans la Marine Marchande, avec un certain retard, un accord intervenait, applicable au 1^{er} novembre 1957, alors que la hausse des prix avait déjà amorcé sa courbe de grande pente.

Depuis cette date, jusqu'à janvier 1961, l'indice des 250 articles, conçu par l'Institut National des Statistiques pour mesurer la variation du coût de la vie, accuse une montée de l'ordre de 25 %. Les différents indices publiés, soit par les Confédérations syndicales, soit par certaines associations (telles les Associations Familiales), donnent des chiffres se situant en général au-dessus.

Dans le courant de l'année 1959, à la suite de discussions difficiles, de l'utilisation des procédures de conciliation et de médiation, les salaires Marine Marchande étaient relevés de 9,7 %.

C'est donc un retard de l'ordre de 15 % qu'ont pris les salaires de la Marine Marchande sur le coût de la vie, alors même que l'on se plait à proclamer qu'au début de cette année le pouvoir d'achat moyen des salaires français a rattrapé, sinon largement dépassé, celui de 1957.

Néanmoins, la signature de l'accord de salaires, l'an passé, permettait, au 1^{er} janvier 1960, de faire jouer la revalorisation du pouvoir d'achat des pensionnés à la même date et dans les mêmes proportions.

Il semblait donc conforme à la logique qu'au cours du deuxième semestre 1960 on puisse discuter de l'augmentation des salaires pour rattraper le pouvoir d'achat de 1957.

En fait, il n'en a pas été ainsi. Le temps a passé et le Comité Central des Armateurs n'a ouvert les discussions que le 2 mai avec les organisations syndicales de marins et, symboliquement, le 25 juillet, avec les organisations syndicales d'officiers, et uniquement avec le mandat impératif maintes fois indiqué de ne discuter que de réforme de structures des salaires. Etant donné la complexité qui règne dans les soldes Marine Marchande, cette réforme est nécessaire, comme l'avait indiqué le professeur Bye dans la recommandation de la médiation de 1959.

On aurait pu envisager que les deux opérations — réforme de structures et augmentation de salaires — soient menées simultanément sous le vocable général de réforme de structures, à condition que l'on puisse chiffrer le minimum garanti d'augmentation

L'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE

PRESSE QUOTIDIENNE

Un accord est intervenu avec effet du 1^{er} décembre 1960 pour les cadres administratifs des entreprises de Presse, qui majore le barème des appointements minima de 5 %. En fait, les entreprises appliquent également ce pourcentage au salaire réel ; dans ce pourcentage d'augmentation est compris pour une part le montant d'une semaine supplémentaire de vacances et il est prévu que les cadres administratifs ayant plus de 15 ans d'ancienneté de cadres dans l'entreprise, ont la possibilité de prendre à leur compte une cinquième semaine supplémentaire de vacances.

En outre, les parties sont convenues qu'avant le 1^{er} mai une étude sera entreprise en vue de modifier la Convention Collective, et notamment les dispositions relatives au congé supplémentaire indiqué ci-dessus.

GARAGES

Une commission paritaire a eu lieu le 3 février au cours de laquelle ont été examinées les revalorisations des appointements minima du personnel d'exécution.

L'opposition était telle entre les propositions patronales et les demandes des ouvriers, employés et agents de maîtrise qu'aucun accord n'était possible.

Tant qu'un accord ne sera pas réalisé pour ces personnels, il ne pourra en être non plus conclu un pour les cadres.

VERRE A MAIN

A la commission paritaire du 3 février, il a été décidé que le point salaire hiérarchique devient 2,5306 NF à dater du 1^{er} janvier 1961. Il remplace celui de 2,4266 NF appliqué depuis juillet 1960.

Dans les clauses générales, il a été ajouté un article 22 bis qui précise des modifications des conditions de travail. Il y est prévu notamment qu'un salarié à qui il sera proposé une mutation d'emploi dans une position inférieure, aura un délai de 15 jours pour faire connaître sa réponse. S'il refuse cette mutation, le contrat sera rompu du fait de l'employeur. S'il accepte, il recevra pendant la durée de son préavis la rémunération de son ancien emploi. De plus, une indemnité de licenciement lui sera versée et calculée en prenant pour base la différence entre l'ancienne et la nouvelle rémunération.

Les autres modifications apportées à la convention concernent plus particulièrement les ouvriers.

TANNERIE

Deux modifications ont été apportées à la Convention Ingénieurs et Cadres de la Tannerie.

A l'article réglant la clause d'indemnité de licenciement, il a été ajouté que les primes, gratifications, intéressements, participations contractuelles et avantages en nature seront « calculés sur la moyenne des 12 derniers mois ».

A l'article retraite, l'indemnité de départ en retraite a été doublée, elle devient la moitié de l'indemnité de licenciement au lieu du quart qui avait été obtenu à la conclusion de la Convention. Cette modification s'imposait du fait qu'une indemnité semblable introduite dans la Convention de la maîtrise était supérieure à celle des Cadres. Une révision s'imposait donc, nos collègues en seront satisfaits.

MATERIAUX DE CONSTRUCTION

Une réunion paritaire a eu lieu à notre demande au siège du Patronat des Matériaux de construction, pour examiner la revalorisation du point-salaire qui n'a pas été revu depuis juin 1958.

Aucun accord n'a pu se faire. Les propositions patronales étaient tellement éloignées de nos demandes qui correspondaient cependant à la majoration moyenne des appointements depuis 1953, que nous ne pouvions les accepter.

Il a été convenu qu'une nouvelle rencontre devrait avoir lieu vers la fin du mois de mars ou début d'avril.

INDUSTRIE DU FROID

ELECTIONS

DELEGUES DU PERSONNEL

(Glacières de l'Alimentation)

— ONT ETE ELUS : par 22 voix sur 23 votants :

M. BACHLIN, délégué titulaire.

M. BORREL, délégué suppléant.

OPTIQUE — LUNETTERIE

Voici un an maintenant, les organisations de Cadres et d'Employés avaient demandé à l'Union Patronale (U.N.S.O.F.) le relèvement des barèmes professionnels dont la dernière revalorisation remontait à avril 1958. Il a fallu attendre ce mois de février pour que nos efforts aient mené à un résultat ; le 20, nous avons enfin signé un accord provisoire comportant majoration de 14 % des minima contractuels, avec effet au 1^{er} janvier 1961.

Comment expliquer tant de lenteur dans les négociations ?

Ce n'est pas que nos prétentions aient paru foncièrement excessives aux employeurs. Les représentants patronaux entendaient subordonner la revalorisation des barèmes à un travail de remanagement des emplois professionnels.

Nous nous sommes élevés avec force contre cette solution et avons même demandé la réunion d'une commission de conciliation. Salubre effet de notre attitude, les employeurs ont admis qu'une offre de 10 % que nous avions refusée en décembre était insuffisante et l'ont majorée de 4 %.

Nous allons effectuer maintenant une étude sérieuse des propositions patronales en matière de classification et très certainement proposer des amendements.

ARTS GRAPHIQUES IMPRIMERIE

Nous avions déjà entretenu nos adhérents de « l'imprimerie et des Arts Graphiques » de la demande que nous avons présentée l'an dernier conjointement avec les autres organisations syndicales, afin d'obtenir la suppression du coefficient qui sert à déterminer les appointements des agents de maîtrise et des cadres.

La Convention Collective Nationale l'avait fixé à 0,93, nous désirions donc le voir ramener à 1, mais l'entente n'ayant pu se faire avec le patronat, celui-ci a pris la décision unilatérale d'abaisser ce coefficient à 0,96. Les contacts n'ont été rompus, d'autres réunions eurent lieu, destinées à clarifier la situation, et à celle du 15 février 1961 un accord est intervenu sur les bases suivantes :

1^o Que le coefficient actuel : 0,96 atteindra 1, sous les conditions suivantes :

— Premier palier : 1^{er} avril 1961, 2 points (soit 0,98).

— Deuxième palier : 1^{er} juin 1961, 2 points (soit 1) sous réserve qu'entre la date de la signature du présent accord et la date du 1^{er} juin 1961 aucune hausse de salaire n'intervienne ; dans le cas contraire, le deuxième palier serait reporté au 1^{er} septembre 1961.

2^o Que l'augmentation du coefficient (qui passe de 0,96 à 0,98, puis de 0,98 à 1) ne doit pas avoir pour résultat d'augmenter les traitements des agents de maîtrise ou cadres atteignant ou dépassant déjà les appointements minima qui découlent de l'application du nouveau coefficient ; les plus-values existantes par rapport au salaire « sec » de base doivent être réduites ou annulées en conséquence.

Cette opération était d'autant plus nécessaire que le salaire horaire du typographe qui sert de base pour le calcul des appointements est dans la majorité des cas largement dépassé pour les typographes, tandis que c'est la base horaire conventionnelle qui est retenue pour nos collègues. Ceux-ci se trouvaient donc deux fois lésés du fait que le salaire horaire retenu pour eux était inférieur à celui réellement payé au typographe, et qu'on leur appliquait encore un abattement sur ce même salaire horaire.

ASSURANCE

Région parisienne

Les Cadres ont tenu leur Assemblée Générale samedi 25 février.

Après le rapport d'activité dressé par le président Helmer, André Lienard, membre de la Commission Technique, a fait un intéressant exposé sur le nouveau régime de retraite tel qu'il résulte des derniers accords signés avec la F.F.S.A.

A. Deladerrière a fait un large exposé sur les modifications apportées à la convention collective.

A. Bapaume a ensuite situé les grandes lignes d'action du Mouvement Cadres C.F.T.C. dans la conjoncture présente.

A l'issue de cette Assemblée qui procéda en outre au renouvellement du Conseil syndical, un communiqué a été adressé à la Presse pour manifester la ferme opposition des Cadres de l'Assurance à la politique actuellement amorcée par les Pouvoirs Publics et qui compromet gravement le régime de retraites institué par la convention collective du 14 mars 1947.

Nord et Région lyonnaise

Nous avons eu la satisfaction d'apprendre que nos amis du Nord et de Lyon ont pu, après la signature de l'accord R.P., signer à leur tour des accords de salaires.

Compliments à tous pour leur bon travail.

COMITÉS D'ENTREPRISE COMPAGNIE GENERALE TRANSATLANTIQUE (Le Havre)

1. TITULAIRES (735 inscrits, 522 votants)
Moyenne de liste : C.F.T.C. 141, C.G.T. 218,5, C.G.C. 117.
ELUS : 1 C.G.T. et 1 C.F.T.C.

2. SUPPLEANTS (735 inscrits, 520 votants)
Moyenne de liste : C.F.T.C. 132, C.G.T. 228, C.G.C. 120.
ELUS : 3 C.G.T., 2 C.F.T.C., 1 C.G.C.

COMPAGNIE GENERALE TRANSATLANTIQUE (Bordeaux)

1. TITULAIRES (65 inscrits, 49 votants)
Moyenne de liste : C.F.T.C. 31, C.G.T. 15.
ELUS : 1 C.F.T.C.

2. SUPPLEANTS (65 inscrits, 49 votants)
Moyenne de liste : C.F.T.C. 21,5, C.G.T. 19,5.
ELUS : 1 C.F.T.C. et 1 C.G.T.

SOCIETE MARITIME SHELL

1. TITULAIRES (259 votants, 243 suffrages exprimés)
Moyenne de liste : C.F.T.C. 82, C.G.T. 98,5, C.G.C. 59,5.
ELUS : 1 C.G.T. et 1 C.F.T.C.

2. SUPPLEANTS (268 votants, 241 suffrages exprimés)
Moyenne de liste : C.F.T.C. 67,33, C.G.T. 112, C.G.C. 56.
ELUS : 2 C.F.T.C., 3 C.G.T. et 1 C.G.C.

REGARDS SUR LE MARCHÉ FINANCIER

LES RELATIONS COURS DE BOURSE-SALAIRE

La hausse des cours de Bourse depuis quelques années a amené de nombreux militants à se demander quelle relation il y a entre le cours d'une action et la qualité réelle de l'entreprise et dans quelle mesure il serait possible d'utiliser l'argument « valeur boursière » dans un débat visant au relèvement des salaires.

Nous avons montré tout à l'heure que la multiplicité et la diversité des éléments qui interviennent dans la formation des cours, le caractère souvent irrationnel des décisions que prennent les opérateurs, le fait que la Bourse anticipe et capitalise l'avenir font que le cours d'une action n'est pas déterminé par sa valeur réelle.

Ceci ne veut pas dire que le comportement boursier d'une action ne reflète pas dans une certaine mesure l'évolution de la marche de l'entreprise et ses perspectives d'avenir, mais indique clairement que ce comportement ne peut être employé systématiquement et sans beaucoup de prudence comme un argument valable en matière de salaires.

D'ailleurs, si une telle idée peut paraître séduisante dans une période de hausse boursière, elle l'est beaucoup moins dans la conjoncture contraire. Or, s'il est vrai que la Bourse a fortement monté depuis quelques années, cela tient pour une bonne part à ce qu'elle avait pris un retard considérable — et qui n'est pas encore totalement comblé — sur d'autres éléments de la vie économique.

Ici, des chiffres sont nécessaires.

Il nous a paru intéressant, tout d'abord, de comparer l'évolution de l'indice des valeurs françaises à revenu variable à celui du revenu mensuel net des ouvriers (10) en prenant pour base 1938. Il apparaît qu'à l'exception de la période 1948-1954, qui fut marquée par le marasme boursier, le niveau des salaires a toujours été inférieur à celui des cours, l'écart s'aggravant d'ailleurs considérablement en 1959.

Mais si l'on suit l'indice de la valeur réelle des actions de sociétés françaises — corrigé pour tenir compte de l'évolution des prix de gros, c'est-à-dire du pouvoir d'achat du franc — depuis 1913, on constate qu'en 1930 cette valeur avait baissé de 2/3 et qu'elle est aujourd'hui encore inférieure de 30 % à ce qu'elle était initialement. Ces considérations ôtent évidemment beaucoup de sa valeur à la comparaison qui précède.

Prenant pour base 1920, nous avons ensuite comparé successivement, en allant jusqu'en 1945 :

— l'indice des cours des actions des Houillères du Nord avec celui des salaires moyens des ouvriers occupés dans les mines,

— puis l'indice des cours des actions des sociétés de constructions mécaniques avec celui du salaire moyen des ouvriers de l'industrie des métaux dans la Région Parisienne. Dans le premier cas, l'examen du graphique permet de distinguer deux grandes périodes, d'une dizaine d'années chacune :

— de 1923 à 1931, l'indice des cours est supérieur à celui des salaires,

— de 1932 à 1941, l'indice des salaires est supérieur à celui des cours.

En dehors de ces deux périodes, l'avantage est partagé :

3 ans en faveur des salaires, 1921, 1922 et 1945.

3 ans en faveur des cours, 1942, 1943 et 1944.

LOURDES « Plaisance » Hôtel-restauration, 1, rue Notre-Dame, 5 minutes, sanctuaire, cuis. soign. Prix modérés.

Redaction Administration
26, RUE MONTHOLON
PARIS (IX*)
Téléph. : TRU 91-03
C C Paris 4169 19

PUBLICITE
AGENCE PUBLICAT
24, boulevard Poissonnière
PARIS (IX*)
Téléphone IAITbout 64-11
Le numéro : 0,40 N.F.

Le Gérant : A. BAPAUME.

Imp. spéc. de « Cadres et Profession »,
5, rue du Cornet, Le Mans. — 45.626

NOTE ANNEXE

(Suite des pages 4 et 5)

Les écarts les plus importants se situent en :
1929 : 390 pour les cours, 179 pour les salaires,
1939 : 323 pour les salaires, 113 pour les cours,
1943 : 742 pour les cours, 496 pour les salaires.
1945 : 1342 pour les salaires, 312 pour les cours.

Dans le second cas, à l'exception de l'année 1924 et de deux périodes de 3 ans (1928 à 1930 et 1942 à 1944), l'indice des salaires a toujours été supérieur à celui des cours.

L'écart le plus grand était observé en 1938 :

370 pour les salaires contre 88 pour les cours.

D'une manière générale, il convient de noter que l'évolution des salaires est beaucoup plus régulière que celle des cours et que les changements de sens du rapport cours-salaires sont dus essentiellement aux renversements de la tendance boursière.

Enfin, pour revenir au présent, nous avons étudié, en ce qui concerne cinq sociétés françaises pratiquement choisies au hasard parmi les plus connues, l'évolution, au cours des années 1956, 1957 et 1958,

— du chiffre d'affaires,
— des salaires et des charges c.-i. s'y rapportent,
— de la capitalisation boursière (11) (voir tableau).

Cet examen fait apparaître :

— une progression continue des chiffres d'affaires, de l'ordre de 18 % en moyenne,

— une progression continue (en francs courants) des salaires, de l'ordre de 16,5 % en moyenne.

— une évolution irrégulière des capitalisations boursières marquée par des progressions accentuées, voisinant avec des baisses le plus souvent modérées.

Nous n'avons pas encore d'indications précises quant aux charges salariales pour 1959 dans les sociétés intéressées. Par contre, nous savons que l'année a été marquée par une très forte progression des cours, donc des capitalisations boursières.

Cette hausse doit être attribuée à un ensemble de causes intérieures :

— politique d'assainissement monétaire favorable au capital ;

— reprise progressive de l'activité économique et développement des échanges extérieurs ;

— mouvements internationaux des capitaux bénéficiant aussi bien à l'Italie et aux Pays-Bas qu'à la France. A cet égard, on a pu noter l'importance des achats étrangers qui se sont élevés à environ 120 milliards de francs, soit 15 % des investissements nouveaux en valeurs mobilières pour 1959, ce qui est considérable, d'autant que ces placements ont porté sur un nombre réduit de valeurs, entraînant par là-même des écarts considérables dans le sens de la hausse.

Les chiffres confirment donc ce que nous pressentions, c'est-à-dire que les cours de Bourse, dont la formation résulte de facteurs multiples, sont loin de traduire dans toutes leurs fluctuations l'évolution de l'activité des entreprises.

Par ailleurs, leurs variations qui peuvent s'exprimer selon les circonstances, aussi bien dans le sens de la hausse que dans celui de la baisse, revêtent fréquemment de fortes amplitudes qui contribuent à donner à leur évolution une allure heurtée.

Pour ces raisons, les cours de Bourse ne nous semblent pas constituer un élément qui puisse généralement servir de base à des revendications ayant pour objet le niveau des salaires.

Toutefois, si l'on considère plus précisément la situation actuelle, telle qu'elle résulte de l'évolution observée en 1959, il apparaît clairement que les mesures d'ordre monétaire décidées en décembre 1958 ont eu des conséquences beaucoup plus favorables aux capitalistes qu'aux salariés (12).

Cette constatation peut incontestablement servir de base à une action visant à modifier l'orientation générale de la politique économique actuellement poursuivie, et plus spécialement à faire davantage bénéficier les travailleurs des fruits de l'activité économique.

Repères pour l'année 1959

Milliards de francs

Revenu national	19.065	Montant des transactions à la Bourse de Paris (dont 988 milliards à terme) ..	2.210
Epargne des ménages (dont 500 environ affectés à la construction)	1.500	Rendement net (fin décembre 1959) :	
Emission de valeurs mobilières (dont 298 milliards en actions)	763	Actions	2,28 %
Capitalisation boursière au 31-12 des actions cotées à la Bourse de Paris (pour 1.219 sociétés)	7.930	Obligations du secteur public	5,87 %
		Obligations du secteur privé : Classiques	6,05 %
		Participantes	6,07 %

M	1956	1957	1958	1959	1960
LAFARGE					
Chiffre d'affaires	15.754	+ 27 % 19.973	+ 28 % 25.566	+ 5 % 26.880	+ 1 % 28.200
Salaires et charges	2.463	+ 15 % 2.830	+ 18 % 3.348	+ 42 % 36.160	+ 12 % 40.500
Capital. boursière (31-12)	8.307	+ 56 % 12.942	+ 90 % 24.560		
DE WENDEL					
Chiffre d'affaires	88.871	+ 18 % 104.854	+ 11 % 115.966	+ 17 % 136.000	+ 19 % 161.900
Salaires et charges	15.922	+ 10 % 17.572	+ 16 % 20.351	+ 108 % 93.600	+ 7,1 % 100.200
Capital. boursière (31-12)	24.020	+ 87 % 44.900	= 44.900		
PECHINEY					
Chiffre d'affaires	43.000	+ 21 % 52.000	+ 17 % 61.000	+ 23 % 75.430	+ 22 % 962,30
Salaires et charges	10.406	+ 13 % 11.728	+ 18 % 13.844		
Capital. boursière (31-12)	95.253	+ 34 % 127.269	+ 1 % 125.953	+ 33 % 236.759	+ 18 % 280.000
LESIEUR					
Chiffre d'affaires	26.150	+ 14 % 29.800	+ 24 % 36.935	+ 16 % 43.065	+ 9 % 45.900
Salaires et charges	1.499	+ 18 % 1.762	+ 18 % 2.087	+ 150 % 10.944	
Capital. boursière (31-12)	2.884	+ 78 % 5.146	+ 15 % 4.378		
SIMCA					
Chiffre d'affaires	116.005	+ 5 % 121.794	+ 18 % 144.037	+ 43 % 206.430	= 206.400
Salaires et charges	17.770	+ 7 % 18.930	+ 32 % 25.060		
Capital. boursière (31-12)	24.325	+ 2,5 % 23.699	+ 21 % 28.736	+ 1,7 % 29.254	

N. B. — Les apports en numéraire effectués par les actionnaires entre le 31 décembre 1956 et le 31 décembre 1959 ont été retranchés des capitalisations boursières afin de rendre plus exacte la comparaison de ces dernières avec les autres éléments considérés.

Ces apports ont été les suivants :

LAFARGE .. 1.204 millions en 1958
DE WENDEL .. 2.500 millions en 1957
PECHINEY .. 13.860 millions en 1957

et 20.790 millions en 1959
LESIEUR .. 350 millions en 1958
SIMCA 18.480 millions en 1959

(10) Père de famille (2 enfants) travaillant à Paris. Indice moyen manœuvre et professionnel.

Source : jusqu'en 1949, Conseils de Prud'hommes ; depuis 1949, Ministère du Travail.

(11) On appelle capitalisation boursière d'une valeur le produit du cours par le nombre de titres émis.

BILAN DU MONDE

Encyclopédie catholique du Monde Chrétien

Tome II : LES PAYS

Nous vous avons déjà annoncé la parution du tome I de « Bilan du Monde » sur « L'Univers et les Groupes Géographiques-culturels » et nous vous avons dit l'intérêt que présentait ce travail et le bien que nous en pensions.

Le Tome II est paru à son tour, il ne le cède en rien au premier, consacré au troisième panneau du tryptique, « Les Pays », il est deux fois plus important que son aîné et représente tout bonnement la matière de 10 ouvrages de 250 pages de même format, en caractère ordinaire. Les 189 pays et territoires dont la liste a été établie par l'O.N.U. sont passés successivement en revue, et, pour chacun d'eux, un plan d'exposition très simple a été adopté : 1. Etat social et culturel : a) Géographie ; b) Histoire ; c) Institutions politiques ; d) Démographie ; e) Vie économique et sociale ; f) Instruction et culture ; g) Religion. — 2. L'Eglise catholique : a) Histoire ; b) Situation actuelle ; c) Action religieuse, sociale et culturelle ; d) Prise de position de l'Eglise sur les questions actuelles ; e) Statistiques religieuses.

Ce qui frappe au premier abord en ouvrant ce volume, c'est l'extraordinaire richesse et l'extrême variété des renseignements fournis. Mais la présentation est aérée, et la consultation facile. A y voir de près, on constate que les données sont de première main et aussi récentes que possible pour qu'elles restent comparables. La partie profane est traitée avec autant de soin que la partie religieuse, parce que les auteurs de cette encyclopédie se sont sans cesse rappelés que l'Eglise a pour mission de rapporter à Dieu des hommes concrets et nullement des êtres anonymes sans consistance humaine.

Les pays sont présentés dans l'ordre alphabétique, pour la facilité de la consultation, mais des tables, en fin de volume, les redistribuent par groupe géographique-culturel. L'étude de chaque pays, surtout pour les plus importants d'entre eux, est une véritable monographie. On s'est efforcé de répondre d'une manière précise et le plus souvent chiffrée aux questions essentielles qui pouvaient être posées : quel est le nombre d'habitants, au dernier recensement, à la dernière estimation ? Combien étaient-ils autrefois ? Quelle est leur race ? Leur langue ? Quelles sont les grandes villes ?...

Le Tome II de Bilan du Monde veut être, avant tout, un instrument de travail. L'éventail de ses utilisateurs sera extrêmement étendu. Ce ne sont pas seulement les responsables dans l'Eglise, prêtres ou laïcs, qui y trouveront leur compte, mais aussi le professeur, le syndicaliste ou l'industriel, et finalement tout chrétien qui, à la veille du Concile œcuménique plus qu'à un autre moment, se sent particulièrement concerné par la situation de l'Eglise dans tous les pays du monde, à commencer par ce qui se passe chez lui. L'homme de la seconde moitié du XX^e siècle est invité à une action internationale de plus en plus structurée : Bilan du Monde l'aidera à jeter sur notre monde un regard précis, détaillé et concret.

Rappelons que Bilan du Monde a été réalisé sous la direction du Centre de Recherches Socio-Religieuses dirigé par l'abbé Houtart, et du Centre « Eglise Vivante » dirigé par les abbés Bruls et Frisque, avec le concours d'une brillante collaboration internationale.

Si vous êtes embarrassé pour faire un cadeau, offrez « Bilan du Monde », il sera apprécié de celui qui le recevra et qui pensera à celui qui le lui a offert chaque fois qu'il en tournera les pages.

F. G.

Un volume 15,5 x 22 cm., 832 pages, reliure dorée au fer sous jaquette plastifiée NF. 32,50

Pour rappel : Tome I : L'Univers et les groupes géographiques-culturels ; même présentation, 428 pages NF. 18,50

Collection « Eglise vivante ». Editions CASTERMAN, Tournai-Paris.

Pour une Société dont le capital est représenté par 1 million d'actions cotées 400 NF. Nous avons vu que cette estimation résultant du niveau des cours n'est pas liée à la valeur réelle de l'actif net de la Société.

(12) Encore n'a-t-il pas été tenu compte, dans notre étude, du fait que — contrairement à ce qui se passe pour les salaires — les gains de bourse réalisés par des particuliers échappent, en France, totalement à l'impôt (alors que de nombreux pays étrangers connaissent un impôt sur le capital).

(Etude réalisée dans le cadre du Bureau de Recherches et d'Action Economique (B.R.A.E.C.))